2,50 F
BELGIQUE : 20 FB
LUXEMBOURG : 20 FLUX
MAROC : 2,80 DH

Combat

N°27 JEUDI 2 AVRIL 1981

SOCIALISTE



(Photo Gamma)

Une armée de morts inutiles

Permis inadaptés, véhicules mal entretenus et routes dangereuses : les accidents de la circulation sont à la fois moins nombreux et plus meurtriers. Une enquête de Combat socialiste.

(PAGES 10 ET 11)

Procès des héritiers d'Amaury

GUERRE DE SUCCESSION AU «PARISIEN LIBERE»

(PAGE 9)

Que s'est-il passé après l'attentat contre Reagan ?

Les manœuvres du général Haig

(PAGE 7)

LE CARROSSIER NE VEUT PLUS TRANSPORTER SES OUVRIERS

A Cerizay (Deux-Sèvres), Heuliez n'assurera plus le ramassage par car de tous les ouvriers. Après huit jours de grève, les salariés, qui reprennent le travail aujourd'hui, ont cependant obtenu le maintien de certaines lignes.

(PAGE 6)

MITTERRAND : JE RELANCERAI L'ECONOMIE

C'est au candidat socialiste que les Français font d'abord confiance pour réduire le chômage, combattre les inégalités, et susciter l'élan national qui dynamisera notre économie. A TF1, François Mitterrand a montré comment sa politique s'oppose à celle de Giscard.

(PAGE 3)

Un élan populaire

GISCARD D'ESTAING vient d'ajouter aux promesses, qu'il fait d'autant plus généreusement qu'il a l'habitude de ne pas les tenir, une série de propositions pour lutter contre le chômage. Découverte tardive et qui ne vaut rien : Giscard, se refusant à relancer l'économie, ne peut proposer qu'un partage de la pénurie.

Le raisonnement du candidat socialiste, exposé mardi à TF1, est tout autre : par une politique volontariste de création d'emplois et d'amélioration du pouvoir d'achat des plus défavorisés, la demande sera accrue. Pour y répondre, il faudra donc développer la production et améliorer la productivité. Cela est possible, et rapidement, puisque notre appareil productif tourne au ralenti et au-dessous de ses possibilités.

Si l'on produit plus, on a davantage à partager : davantage de biens et davantage de travail. Mais l'accroissement de la demande peut être plus fort et plus rapide que l'augmentation de la production, et cela n'entraînera-t-il pas une hausse des prix ? Sans doute, car il faudra un temps de réadaptation de l'appareil productif. François Mitterrand ne fait pas de promesses illusoires et admet, *pour la première année,* un taux d'inflation égal à celui que nous impose Giscard d'Estaing. La différence essentielle, c'est qu'avec Giscard on a l'inflation tous les ans et le chômage en plus.

Une question vient : si c'est si « facile » de résorber le chômage en relançant la consommation intérieure, pourquoi Giscard ne l'a-t-il pas fait ? D'abord, parce qu'il défend les intérêts des privilégiés — qui supportent fort bien la crise — et non ceux des travailleurs.

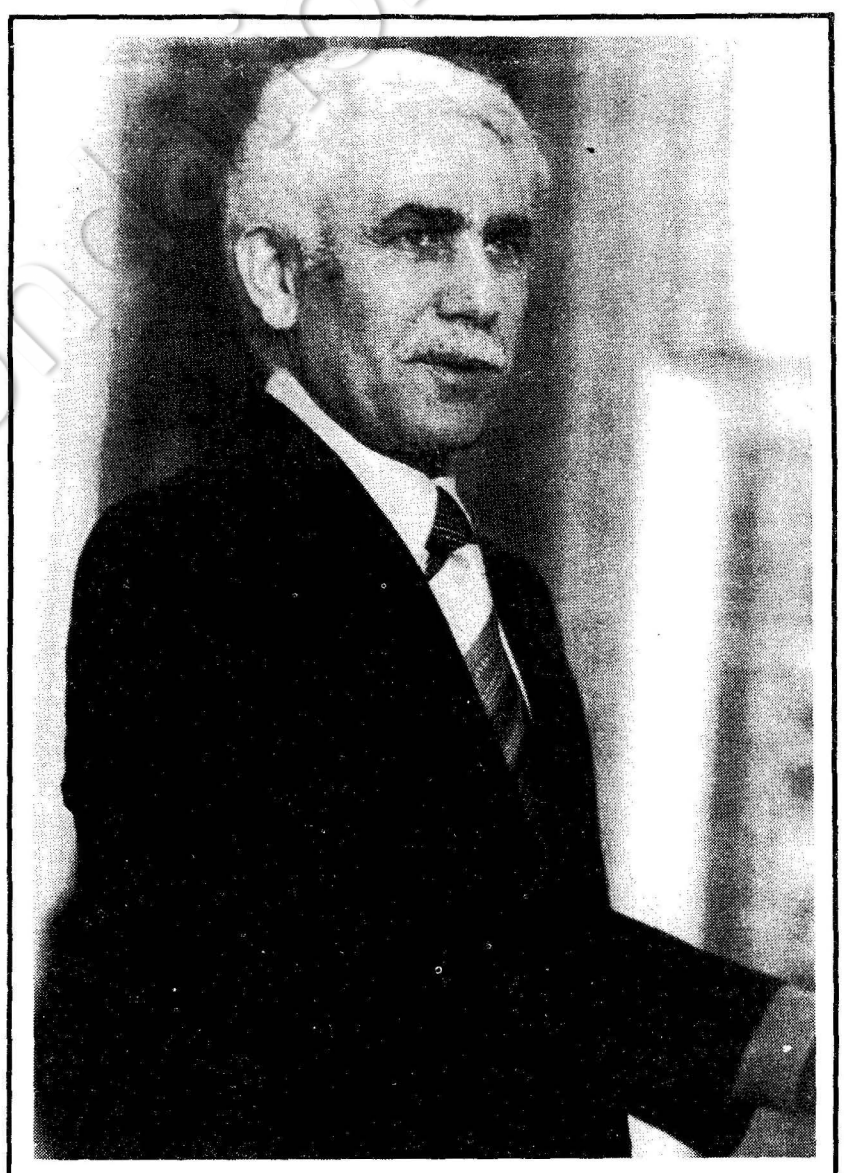
Ensuite, parce que ce n'est pas « facile ». On ne peut y parvenir, François Mitterrand l'a bien dit, que par un puissant élan national et par une mobilisation populaire qui ne peuvent se produire que si les travailleurs perçoivent clairement que c'est une autre politique qui est mise en œuvre.

Dès son élection, François Mitterrand fera dresser un inventaire de l'« héritage » de Giscard, afin que les Français sachent clairement quel est le véritable état de la France. Et tout aussitôt, il rassemblera autour de lui tous ceux qui, syndicalistes ouvriers, agricoles, enseignants, chefs d'entreprise, représentants des familles, etc., auront leur mot à dire dans cette lutte contre les inégalités et pour cette relance économique.

Ce temps, nécessaire, de concertation n'empêchera pas que soient prises, tout de suite, par voie réglementaire, des mesures propres à réduire les inégalités et les injustices les plus criantes. François Mitterrand en a dressé une première liste. *(Voir page 3).*

On verra bien alors qui voudra, ou non, soutenir le premier président socialiste de la Ve République dans son œuvre de changement. Les travailleurs, en tout cas, ne s'y tromperont pas.

Claude GAULT



Alger relance sa politique africaine

***Dans une interview accordée à notre envoyé spécial en Algérie, à l'occasion du voyage du président Chadli Bendjedid (notre photo) dans onze pays africains, Benyoucef Baba-Ali avertit :* « L'expansionnisme marocain ne restera pas sans réplique. »** (Photo Sygma)

(PAGE 7)

LETTRES OUVERTES

VU D'ALSACE

La fin d'un rêve

S'IL est une région où peut se lire noir sur blanc le résultat de sept ans de Giscard, c'est bien l'Alsace — qui a le triste privilège d'être entièrement aux mains des parlementaires de la droite, UDF et RPR. Une région dont on a voulu pendant longtemps présenter une image idyllique : une véritable vitrine, resplendissante de prospérité.

La crise du textile ? « Regrettable, mais peu de chose », disaient les bons apôtres de la majorité, face au « dynamisme » alsacien. Le nombre croissant de travailleurs alsaciens franchissant le Rhin pour s'employer en Allemagne, ou en Suisse ? « La preuve que les Alsaciens sont des travailleurs appréciés ! » L'afflux de capitaux étrangers et l'installation à grande cadence de patrons venus d'outre-Rhin, sur les débris des entreprises locales ? « Un témoignage de la « souplesse économique » alsacienne, et des mérites de cette terre hospitalière. »

Seulement, voilà ! au bout de sept ans de Giscard, pour le Bas-Rhin et le Haut-Rhin, 30 000 chômeurs, et bientôt 40 000 travailleurs frontaliers qui seraient bien en peine de trouver du travail en Alsace...

L'avenir du bassin potassique haut-rhinois est gravement compromis par le refus gouvernemental de permettre, par l'installation d'une saline, l'exploitation industrielle du sel résiduel. C'est la mort à brève échéance d'une activité vitale pour le sud de la région, et, surtout, le gaspillage d'une richesse nationale bradée aux intérêts internationaux.

Et la crise du textile, autre activité traditionnelle, se poursuit, par vagues de licenciements et de fermetures d'usines. Quant aux conditions de vie des travailleurs alsaciens, n'en déplaise à tel député RPR qui pérorait récemment *« La misère, chez nous, ça n'existe pas ! »*, sont-elles enviables ? Dans une conférence de presse, le PS haut-rhinois a montré la réalité chiffres en main : les comptages de la CAF établissent que, dans ce département, près de 6 000 familles, avec près de 18 000 enfants, vivent avec moins de 440 F par personne et par mois. Dans une région où les loyers sont relativement élevés. Et l'INSEE dénombre 33 000 familles alsaciennes vivant dans un logement surpeuplé. Des familles ouvrières, bien sûr !

L'Alsace, région riche ? Sans doute. Mais qui détient cette richesse ? Les inégalités sont ici de plus en plus accusées. Et de plus en plus nombreux, les Alsaciens prennent conscience que tous les atouts de leur région ont été sacrifiés. La tradition socialiste renaît en Alsace : on en aura bientôt la preuve par les urnes.

L'avant-dernière visite de Giscard en Alsace ? Une partie de chasse au faisan et au daim, chez le comte de Beaumont. Il y a encore des faisans en Alsace. Mais de moins en moins de pigeons.

Jacques GAILLARD

Une cause trop oubliée

A une époque où parlent beaucoup trop les égoïsmes des nantis, des nationalismes ou des groupes de nations (Europe...), où l'économie est maîtresse et opprime l'homme, on aimerait entendre, dans la bouche des socialistes, des mots de générosité, qui pourraient vraiment mobiliser jeunes (et moins jeunes) au service d'une cause trop oubliée et d'un projet de société plus enthousiasmant, la solidarité envers le tiers monde.

Ce thème (qui donne lieu à des flots de discours dans les conférences Nord-Sud, tiers monde..., masquant sous les mots et la bureaucratie la diminution constante de l'aide et de la solidarité des « riches » vis-à-vis des « pauvres ») est fort peu électoral. Mais il est vital à bien des égards.

LE COF
Isère

Liberté d'expression

La campagne pour l'élection présidentielle bat son plein et, comme à l'accoutumée, le pouvoir en place ne recule devant rien pour se mettre en avant, notamment par les moyens audio-visuels.

Bien que ceci ne soit pas un fait nouveau, il me semble très important de le dénoncer car, au moment où l'avenir de millions de Français dépend de cette élection présidentielle, nous ne pouvons pas laisser la majorité actuelle porter ainsi atteinte à la liberté d'expression.

Il me paraît donc nécessaire de le dénoncer par des faits concrets et précis, par exemple mettre en avant ce que j'ai pu voir cette semaine dans l'émission « Midi-Première » de Danièle Gilbert qui, en cinq jours, a reçu quatre ministres et un député de la majorité. Il me semble que de tels exemples feront voir clair à ceux qui croient encore que le pouvoir actuel est respectueux des libertés essentielles.

Jean-Louis UBAUD
Rhône

Au ras du bitume

Ebloui. Je dois reconnaître que j'ai été ébloui par la prestation giscardienne de samedi dernier. On connaissait le toupet du personnage, mais force est de reconnaître qu'il s'est réellement surpassé.

Voilà un homme qui, en guise de bilan, offre pour tout potage aux jeunes quelques mesures prises au début de son règne et, dès ce moment, repiquées dans les programmes antérieurs de la gauche (majorité à dix-huit ans et réduction de durée du service militaire). Voilà un homme qui, pour le reste, ne peut présenter qu'un bilan désastreux : croissance vertigineuse du chômage ; limitation caricaturale de la participation étudiante ; dégradation accélérée du système scolaire ; livraison de centaines de milliers de jeunes au patronat, sans ombre de complément de « formation » ou d'« apprentissage » ; développement du travail précaire ; répression accrue contre les jeunes pour délit de sale gueule ou de cheveux longs... Et voilà un homme qui néanmoins n'hésite pas à pérorer sur demain comme si tout cela n'était pas !

Quant aux remèdes proposés pour le chômage, ils laissent rêveur : incroyable patchwork de mesures plus ou moins utopiques, comme la substitution de travailleurs français à des travailleurs immigrés, sans amélioration du salaire ni des conditions de travail ; des dispositions proprement scandaleuses comme le financement du patronat par l'assurance chômage ; et des propositions glanées ça et là dans le programme des candidats concurrents.

On dira, s'agissant de ces dernières, qu'on ne voit pas de quoi nous nous plaignons. Et ce serait vrai si ces mesures étaient assorties des moyens matériels de leur mise en œuvre, comme l'impôt sur la fortune, la relance de la croissance ou les nationalisations. Mais rien de tel. En l'état actuel des choses, le programme de Giscard est donc un recueil de vœux pieux ou un facteur de relance de l'inflation. Dans la meilleure des hypothèses, c'est un soufflé au champagne, conçu pour impressionner la galerie ; dans la pire — et la plus vraisemblable —, c'est un pur et simple « coup » démagogique. La campagne giscardienne s'annonce décidément comme à ras de bitume.

Guy BECHE

Terroristes ou non ?

Dans le numéro 23, page 9, ETA est qualifiée d'organisation « terroriste » basque.

J'ai déjà noté ce terme dans un numéro antérieur (ou celui de séparatiste : je ne m'en souviens plus).

Bis repetita non placent. Aussi, je réagis.

La question est d'ordre purement sémantique : la séquence est généralement la suivante : bandit - terroriste - séparatiste - autonomiste - patriote - héros. J'en oublie certainement.

Ce dont je suis certain, sur des bases historiques, c'est que le bandit devenu héros aura son nom sur une plaque de rue dans sa ville natale.

Des lettres reçues d'Irlande portent des timbres à l'effigie de « héros » qualifiés de bandits, en 1917, par la puissance occupante anglaise.

Alors, de grâce, que « notre quotidien » fasse preuve de prudence : le « terroriste » du Néo-Destour, Bourguiba, est de nos jours qualifié d'« Excellence ».

Henri ALMIN
Côtes-du-Nord

ON RECHERCHE

• Vous qui cherchez un livre, un article, un disque, un renseignement d'ordre culturel, écrivez-nous. Chaque semaine, nous publierons gratuitement votre message. Et peut-être un lecteur viendra-t-il vous dépanner ?

Service culturel, *Combat socialiste*, 7 bis, place du Palais-Bourbon, 75007 Paris.

Météo

Médiocre

Mercredi : temps toujours médiocre sur la majeure partie du pays, avec quelques éclaircies. Températures assez basses.

Jeudi : peu d'amélioration, températures toujours basses. Des nuages sur l'ouest de l'Hexagone, des éclaircies sur le reste du pays.

Abonnez-vous à *Combat socialiste*

Combat SOCIALISTE

Claude Germon, directeur de la publication.

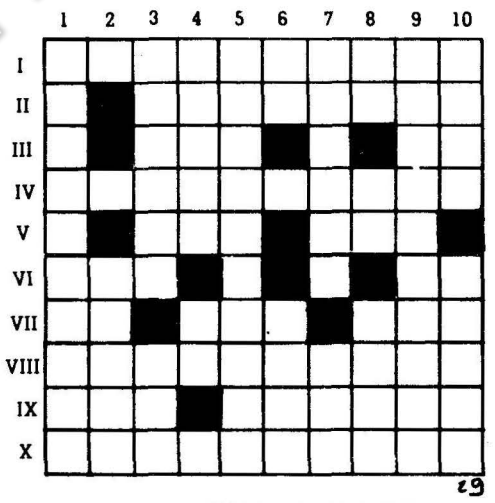
Claude Gault, rédacteur en chef ; **Ghislaine Toutain, Edouard Bailby, Michel Friedman, Guy de Faramond, Gabrielle Rolin**, chefs de service ; **Jean-François Huchet**, secrétaire général ; **Jean-Jacques Salmon**, secrétariat de rédaction.

Jean-Claude Karsenty, administrateur ; **Patrick du Cheyron**, ventes.
Rédaction : 7 *bis*, place du Palais-Bourbon, 75007 Paris. Tél. 551.97.53.
Publicité Paris : René Lenormand, 10, rue de Solférino, 75007 Paris. Tél. 550.34.35.
Publicité Province : OFRES, 67, boulevard de Clichy, 75017 Paris. Tél. 285.72.57.
Impression : P10, 1, boulevard Ney, 75019 Paris.
Commission paritaire : n° 52224.

FÉDÉRATION DU LIVRE — MARQUE SYNDICALE

Mots croisés

Par J.-P. Winkel



SOLUTION DU N° 28

HORIZONTALEMENT. — I. Ballotages. — II. Ar. Iris. Mu. — III. Romanesque. — IV. OM. Se. Iule. — V. Me. Sodée. — VI. Esse. Nul. B. — VII. T. Oma. Ms. O. — VIII. Remontes. SS. — IX. Imminentes. — X. Eue. Entêté.

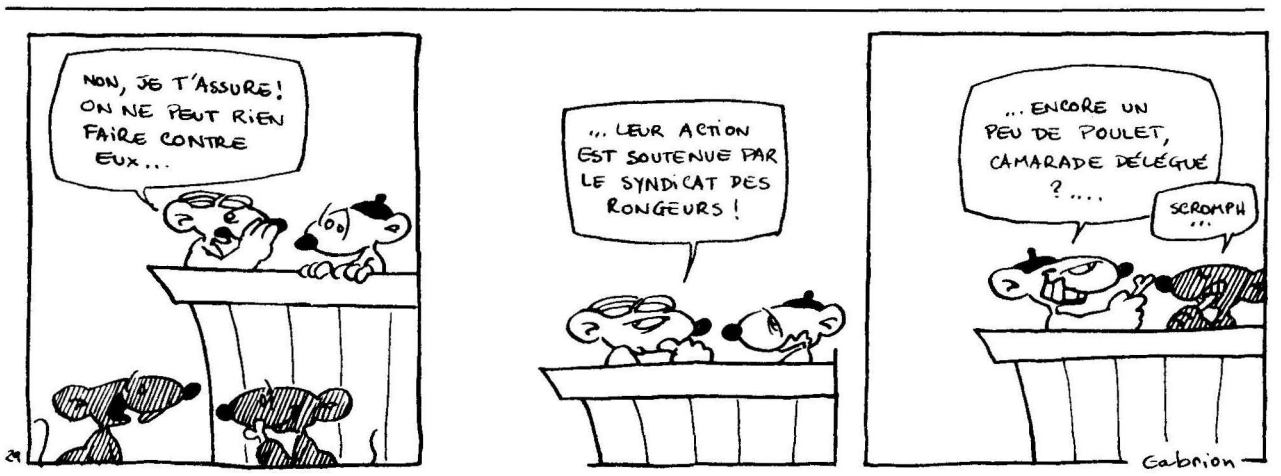
VERTICALEMENT. — 1. Barométrie. — 2. Arômes. Emu. — 3. L. M. Somme. — 4. Lias. Emoi. — 5. Ornés. Anne. — 6. Tie. On. Ten. — 7. Assidûment. — 8. G. Quels. Te. — 9. Emule. Set. — 10. Suée. Bosse.

PROBLEME N° 29

Horizontalement. — I. Cette année 81 l'est assurément. — II. Durant ces dernières années, les parts entre riches et pauvres l'étaient. — III. Un Allemand. Comme un ver. — IV. Notifiais par voie judiciaire. — V. Une 1re chaîne particulière brouillée. Celle de l'Etat prend l'eau de toute part. — VI. Synonyme de détente. Fin d'infinitif. — VII. Drame japonais. Il faut mieux que le candidat ne le devienne pas, en cours de discours. Rayon mais pas de vélo ! — VIII. Tel un candidat malheureux, à propos de ses « abattis »... — IX. Forme d'être. Il en faut énormément pour voir les résultats du dernier septennat. — X. Ils aident beaucoup les autres.

Verticalement. — 1. Ses productions relèvent beaucoup du cinéma. — 2. N'importe quelle. — 3. Poème tendre et triste. On s'y noie au cœur de l'amertume. — 4. Comme M. le maire avec son écharpe tricolore. Personnel. — 5. Fortifierai. — 6. Impersonnel. Combien de ses bouteilles se vendent au cours de nos fêtes de section ? — 7. Huilée. Succès. — 8. Quand il est nouveau, c'est le temps des promesses non tenues. Voyelles. Notre parti est reparti sur le bon. — 9. Malgré le chômage, cette parole présidentielle l'est toujours. — 10. Inversé : ville détruite par Assourbanipal. Ensembles de pratiques religieuses.

Rat-le-bol



FRANÇOIS MITTERRAND AU «GRAND DEBAT»

Conclure 15 ans d'action en gouvernant la France

François Mitterrand, mardi soir au «Grand Débat», a précisé l'ensemble de la politique qu'il mènerait s'il était élu

«JE crois d'abord que le besoin de l'alternance, c'est-à-dire du changement politique, est profondément ressenti en France... C'est une preuve de bonne santé de la démocratie que de pouvoir changer de politique, d'équipe, de président... »

Ministres communistes : quatres conditions

Interrogé de nouveau sur la présence des ministres communistes au gouvernement et sur l'attitude du PCF dans le cas d'une victoire socialiste, François Mitterrand s'est montré très précis : *« Il faut d'abord que la direction du Parti communiste en revienne à l'union de la gauche, qu'elle a malheureusement brisée. J'ai dit : il faut que la direction du Parti communiste cesse de pratiquer cette campagne antisocialiste permanente forcenée. J'ai dit : il faut aussi que la direction du Parti communiste, on l'a vu dans certaines circonstances, cesse de jouer une sorte de double jeu entre la droite et la gauche, et puis il faut, sur le plan de la politique étrangère, qu'un certain nombre de positions franches et claires soient prises, qui ne marquent aucune forme d'alignement ou d'imitation de la politique extérieure, je pense en particulier à l'affaire de l'Afghanistan... Et c'est pourquoi, lorsque je pose des questions claires qui peuvent paraître un peu brutales à la direction du Parti communiste, je n'en dis pas moins aux millions d'électrices et d'électeurs communistes que la politique que je mènerai, c'est une politique conforme aux engagements fondamentaux et principaux, c'est-à-dire ce rassemblement populaire, qui sans doute, a priori, n'exclut personne, mais qui commence par un programme, des propositions, une action et le regroupement de couches sociales qui ne permet pas la confusion. »*



Trente-cinq heures sans réduction de salaire

Abordant ensuite les problèmes économiques, François Mitterrand a été amené à revenir sur le chiffre de 12 milliards, correspondant à la création de 210 000 emplois publics, chiffre qu'avait contesté le président sortant la veille. Il a notamment déclaré : *« Je maintiens la somme de 12 milliards et je dis que non seulement le candidat sortant s'est trompé, mais qu'il s'est livré à une mauvaise action en cherchant à tromper l'opinion publique... Les jeunes gens que l'on recrute sont en début de carrière. Ils percevraient donc à peu près de 4 000 à 5 000 francs par mois... Le chiffre de Valéry Giscard d'Estaing — 19,5 milliards — est juste par rapport à une référence fausse (la moyenne des traitements des fonctionnaires) et mon chiffre à moi est juste — 12 milliards — par rapport à ce que je propose. »*

« Et si, le 18 mai au matin, lui a-t-on alors demandé, *la CGT vous demande tout de suite les trente-cinq heures ? »* François Mitterrand a notamment répondu : *« Je dirai : j'en suis tout à fait d'accord... Que les partenaires sociaux se rassemblent, qu'ils négocient branche par branche, entreprise par entreprise. »*

S'agissant du salaire qui accompagnerait ces trente-cinq heures, il a précisé : *« Ma politique est une politique de relance de la croissance et une politique de réduction du chômage. C'est une politique de production et de productivité, qui doit profiter à tout le monde, et en particulier aux salariés. Donc, je ne vois absolument pas pourquoi les salaires seraient réduits... Je précise que la totalité des syndicats européens est d'accord sur ce point, et je peux même affirmer que plusieurs chefs d'Etat seraient disposés à engager la conversation sur ce sujet... Les trente-cinq heures, c'est pour les hommes et non pour les machines. Il faut en effet que les équipes soient là pour que les machines tournent... »*

François Mitterrand a expliqué alors que l'industrie française était en mesure, *« après avoir repris son souffle »*, de répondre à la nouvelle demande entraînée par le développement de la consommation, notamment *« en matière d'habillement, d'électro-ménager, d'alimentation, d'automobile »*, à son taux actuel, mais que l'industrie s'adaptera facilement, grâce à *« une bonne planification, une décentralisation puissante et un secteur public élargi par de nouvelles nationalisations »*.

Nationalisation n'est pas collectivisme

A propos des nationalisations, il a notamment dénoncé la confusion faite avec le « collectivisme » dont il est souvent accusé à tort : *« Nous vivons aujourd'hui avec un secteur public très élargi, c'est le gouvernement du général de Gaulle qui l'a fait, je ne sache pas que le général de Gaulle était collectiviste... Qu'est-ce qu'il y a d'extraordinaire dans tout cela ? Où est le collectivisme ? C'est un ensemble de nationalisations que je crois inférieur à ce qui est réalisé pour le temps présent en Autriche, où s'exerce une social-démocratie, et je crois que la comparaison pourrait être faite avec le secteur public de la démocratie chrétienne en Italie. Alors, je vous en prie, pas de faux procès... Par contre, je pense que l'existence d'un secteur public élargi nous permettra de mieux opérer la restructuration industrielle. N'oubliez pas que, parmi les grandes entreprises qui investissent, que parmi celles qui réussissent à exporter, les principales d'entre elles sont des entreprises nationales. Faut-il citer Renault, faut-il citer Elf, faut-il citer la SNIAS ?*

Politique étrangère : une fermeté nécessaire

Le débat a porté ensuite sur les problèmes de politique étrangère.

Sur l'entrevue de Varsovie, François Mitterrand déclare qu'il s'agit *« d'une grave maladresse diplomatique... face à une superpuissance qui abuse de son pouvoir jusqu'à occuper un pays étranger... il faut savoir dire non. Et c'est ce non que j'aurais voulu entendre »*.

François Mitterrand doute de l'intervention soviétique en Pologne mais, si cela se produisait, *« la Russie soviétique prendrait le risque de voir toutes les actions qui ont tendu à organiser la sécurité collective, le désarmement pour être plus précis, pour empêcher le surarmement, les accords technologiques, les accords commerciaux, tout cela serait remis en cause »*.

François Mitterrand a conclu : *« Une action comme celle que j'ai menée dans une ligne droite, sans jamais céder... justifie, je crois, mon ambition d'être le premier président socialiste de la République d'aujourd'hui... Oui, il m'arrive de me poser cette question : en suis-je digne ? Alors, je me retourne vers les années passées, jusqu'au jour présent. Je vois ce peuple immense, ce peuple rassemblé, dont j'ai eu la chance d'être si longtemps l'interprète. Et je me sens comme une obligation de ponctuer et de conclure maintenant par l'action, en gouvernant la France. »*

Ses trois premières initiatives

François Mitterrand a précisé hier soir les trois premières initiatives qu'il prendra dès son arrivée à la tête de l'Etat :

• **Etablir le bilan du septennat :** *« Je veux que les Françaises et les Français sachent de quelle situation j'hérite et que nul ne se trompe sur ce dont je serai responsable et sur ce dont je ne serai pas responsable. »*

• **Engager dans le même moment une série de consultations** avec les grandes organisations syndicales, les centrales ouvrières, les organisations agricoles et patronales, la Fédération de l'éducation nationale, les grandes associations familiales.

• **Prendre des décisions dans les domaines de la politique intérieure et extérieure, sans attendre la voix législative qui, selon la Constitution, appartient au Parlement seul.**

— Politique intérieure : action immédiate pour les allocations familiales, les allocations-logement, les livrets de caisse d'épargne, les modifications à l'intérieur du budget de l'Etat.

— Politique internationale : action sur le droit de pêche pour défendre au sommet européen les intérêts de la France ; même action sur la fixation des prix agricoles, c'est-à-dire obtenir les 15 % d'augmentation demandés par les agriculteurs français

Dans les journaux

Le Figaro :

Pour sa seconde grande intervention télévisée, François Mitterrand a eu le souci d'apparaître serein, confiant en sa réussite, en un mot, présidentiel...

L'Humanité :

Le Parti socialiste ne pouvant obtenir à lui seul la majorité absolue, il doit entrer dans une coalition et n'a qu'une alternative : gouverner avec la gauche ou gouverner avec la droite. François Mitterrand compte sur ce qu'il avait appelé l'état de grâce pour échapper à ce dilemme. Georges Marchais ayant rappelé qu'en 1936 l'état de grâce s'était traduit par un puissant mouvement de grève, les commentateurs socialistes et gouvernementaux en ont déduit que les communistes déclencheraient l'apocalypse sociale au cas où François Mitterrand l'emporterait. Interprétation très particulière dont le caractère manœuvrier ne peut échapper à personne.

Le Matin :

François Mitterrand a choisi hier d'offrir l'image d'un candidat calme, sûr de lui... Il a insisté sur la fermeté dont il saurait faire preuve vis-à-vis de la direction du Parti communiste, tant avant son élection — il n'y aura pas de négociations — qu'après.

Rocard premier ministre : «Ce serait un très bon choix»

François Mitterrand ne croit pas à la formule du ticket, qui n'avait d'ailleurs pas réussi à Gaston Defferre en 1969. Il n'a donc pas voulu donner le nom de son premier ministre. Le candidat socialiste en a profité pour démontrer qu'il était entouré d'une équipe capable d'assurer la relève et qu'en son sein Michel Rocard tient toute sa place.

« Michel Rocard... Ce serait un très bon choix... Si vous prononcez le nom de Michel Rocard, si vous prononcez le nom d'un certain nombre de mes conseillers, de ceux qui généralement préparent les documents dont je m'inspire, tout ne sort pas de mon cerveau, je suis entouré de bon nombre de bons experts ; lorsque je pense à Michel Rocard, dont vous avez bien voulu parler, je le tiens en haute estime ; lorsque je pense à Claude Cheysson, lorsque je pense à Jacques Delors, à Pierre Uri, à Jacques Attali ou à Pierre Lalumière, qui sont chacun dans les domaines où ils se trouvent reconnus comme parmi les meilleurs, j'ai le sentiment en effet d'avancer sur le plan économique, notamment avec une bonne équipe capable d'assurer la relève, et bien entendu quelques autres car ma liste serait incomplète. »

FRANÇOIS MITTERRAND A LYON JEUDI 2 AVRIL

Un meeting attendu

En dix ans, le Parti socialiste a acquis une influence croissante dans le département du Rhône, qui compte désormais 18 municipalités de gauche, 9 conseillers généraux et 3 parlementaires PS — au total, 418 élus socialistes et républicains.

Les effectifs de la fédération se sont également beaucoup développés : plus de 3 000 adhérents.

La campagne présidentielle dans le Rhône, comme ailleurs, bat son plein. Les petites réunions sectorielles ou sur un thème précis ont été multipliées. Ainsi une manifestation en direction des petites et moyennes entreprises et des artisans, avec François Soulage, a rencontré un écho certain. Le 8 avril prochain, Bernard Thareau, délégué national du PS à l'agriculture, animera une réunion avec les agriculteurs, au cours de laquelle il présentera les dix propositions pour l'agriculture.

Samedi 28 mars, un grand bal, organisé par la fédération socialiste du Rhône a rassemblé plus de 1 000 personnes. Collages d'affiches, distributions de tracts — particulièrement pour annoncer le grand meeting régional que tiendra François Mitterrand le 2 avril prochain — ont représenté, de la part des militants de toutes les fédérations de la région Rhône-Alpes, un effort de mobilisation exceptionnelle. C'est que, à Lyon, la visite du candidat socialiste est très attendue. Les socialistes y voient le point de lancement réel de la campagne. La présence, aux cotés du candidat socialiste, de Pierre Mauroy et de Jean-Pierre Chevènement donne à cette grande réunion régionale toute sa signification. Le Palais des sports, qui contient 15 000 places, devrait donc être largement rempli, d'autant que le spectacle qui précédera la partie politique est animé par Georges Moustaki et Pierre Douglas.

Le comité de soutien départemental à François Mitterrand est présidé par Roland Bernard, maire socialiste d'Oullins. Parmi les membres de ce comité, on remarque de nombreux médecins, avocats, universitaires..., des syndicalistes appartenant aux quatre grands syndicats ouvriers, des étudiants.

Lorraine : super-déploiement de police pour Giscard

Nancy 31 mars, 21 heures : 5000 personnes rassemblées au Parc des expositions s'apprêtent à vivre la grande première du nouveau show du candidat-président.

Le service d'ordre, particulièrement impressionnant et visiblement traumatisé par le récent attentat contre Reagan, multiplie les contrôles tandis que plusieurs centaines de policiers en civil quadrillent méticuleusement les quelque 3 000 Lorrains présents.

Il ne reste alors à Giscard qu'à présenter à nouveau, comme il venait de le faire quelques heures auparavant à Metz, ses « dix propositions pour la France », propositions qui avaient bien besoin d'une grande orchestration pour gagner un semblant de crédibilité, dans cette Lorraine qu'il laisse après sept ans dans un bien triste état.

Les dix propositions : préserver les libertés ; garantir la sécurité intérieure et extérieure ; défendre la paix et la place de la France dans le monde (« trois choses à maintenir », selon Giscard) ; et, ce qui est, paraît-il, nouveau : assurer l'emploi, notamment pour les jeunes ; améliorer la formation et accroître la recherche scientifique, car l'avenir passe par la qualité des Français ; développer notre industrie compétitive à l'égal des meilleures ; développer l'agriculture, seule ressource nationale de la France, et assurer le maintien de son revenu ; assurer la solidarité nationale en réduisant les inégalités excessives ; rénover la vie républicaine, notamment par un rapprochement de l'Etat et des citoyens ; alléger et simplifier la vie quotidienne des Français au travail...

I.H.

TRIBUNE

Espoir

par Pierre MARCILHACY *

QUI pourrait sérieusement à trois semaines du premier tour de scrutin, prédire le résultat final ? Nous savons qu'il y a ceux qui veulent redonner à Valéry Giscard d'Estaing un nouveau mandat de sept ans pour poursuivre sa politique. Il y a ceux qui ne le veulent pas, mais qui désirent rester dans la ligne des vingt dernières années. Ceux-là voteront Jacques Chirac, voire Marie-France Garaud. Il y a ceux qui ont donné leur foi inconditionnelle au Parti communiste et qui voteront Marchais.

Il y a ceux qui souhaitent que les affaires de la France soient gérées ou entreprises sur des bases plus généreuses et plus efficaces que cela n'est actuellement. Ils voteront Mitterrand.

Comment se répartiront ces suffrages ? Nous ne le savons pas, et les sondages ne peuvent fournir que des approximations invérifiables. En revanche, nous pensons, et c'est là une nouveauté inquiétante par certains côtés, que les électeurs se prononceront sur des hommes plus que sur des programmes. Ce sera le cas certainement pour les indécis qui, comme toujours, feront la décision. N'étant moi-même pas indécis, il m'est difficile de deviner ce qui les déterminera en définitive. J'en suis donc amené à me poser la question : « Si j'étais indécis ?»

Je constaterais d'abord que la situation de la France, si elle est périlleuse, n'est pas catastrophique et que — c'est l'argument des tenants du pouvoir — d'autres pays connaissent plus ou moins les mêmes difficultés que les nôtres. J'aurais, aussitôt après, un réflexe national assez égoïste et me dirais que la France n'est ni la RFA, ni la Grande-Bretagne, ni l'Italie et que nous pouvons obtenir de meilleurs résultats que ces pays, parce que notre nation est quand même bénie des dieux. Je m'efforcerais, en conséquence, de savoir si l'on peut faire mieux sans avoir la méchanceté inutile de rechercher si l'on peut faire plus mal.

Je ferais ensuite un inventaire très simplifié de ce qui doit être maintenu, amélioré ou défendu. J'y mettrais les libertés fondamentales, le droit de propriété patrimonial, fondement de la famille, l'intangibilité du territoire national et son corollaire : la paix, à l'intérieur comme à l'extérieur. A l'exception de M. Marchais, tous les candidats importants peuvent se réclamer de cet inventaire.

Poussant ma recherche, je me dirais que, au-delà des analyses économiques et des moyens bien faibles dont disposeront tous les gouvernements, quels qu'ils soient, il convient de savoir quelles méthodes prépareront au mieux l'avenir de nos enfants et redonneront à ces mêmes enfants le droit à l'espoir, le droit à certaines valeurs morales que notre état de civilisation saturée de biens matériels condamne à l'oubli méprisant.

A ce stade de ma réflexion, je ne pourrais que donner de mauvais points à ceux qui, depuis vingt ans, pouvaient faire mieux que d'assurer l'ordre et de défendre l'actuelle répartition des biens au profit des uns et, partant, au détriment des autres. Je me demanderais surtout si le droit au travail ne peut et ne doit être mieux réparti, même et surtout en période de freinage de la croissance.

Epris de liberté, j'avoue ne pas aimer le système de l'assistance qui a pris le relais de la charité privée, dont tout le monde admet qu'elle relève globalement d'un passé périmé.

Pour que l'Etat ne soit pas dans l'obligation humaine d'assister les uns ou les autres, sinon à titre exceptionnel, il convient donc de répartir avec plus d'égalité les biens, les droits et les devoirs. Dans ce sens, l'orientation de François Mitterrand est la seule à donner quelque espoir. C'est ce dernier mot qui, si j'étais indécis, me déterminerait puisqu'il m'a déjà déterminé. L'espoir fait vivre, dit un adage bien connu. J'y suis d'autant plus attaché que je ne suis pas assuré que, en tant que nation indépendante, la France veuille vivre et qu'on ne lui ait pas fait perdre le goût à la vie. Cela me fait mal pour moi-même et surtout pour nos enfants.

Il y a dans la recherche sérieuse, patiente mais obstinée d'une meilleure répartition des biens, droits et devoirs, que d'aucuns nomment socialisme, un aspect de risque inhérent à tout refus de l'enlisement. Ce risque calculé doit être pris car, en lui-même, il assure la part de l'espoir et même du rêve, dans le sens où nous devons rêver à un monde matériel meilleur.

Et puis, pourquoi ne pas le dire, cet espoir à créer n'est-il pas un devoir pour ceux qui ne pensent pas que les nations ne périssent pas avec leurs dirigeants, pas plus que les hommes ne disparaissent quand semble s'arrêter leur propre existence ?

** Ancien sénateur de la Charente.*

Le MLF favorable au candidat socialiste

AUX élections de 1974 et de 1978, le Mouvement de libération des femmes (MLF — groupe des femmes de la tendance Psychanalyse et Politique) avait choisi de ne pas voter. Cette fois, son analyse est différente.

« Côté cœur », il n'y a pas, pense ce groupe, de bon candidat pour les femmes. Tous les partis sont patriarcaux et misogynes. Leurs mesures aménagent la condition féminine sans la changer. Le PSU n'échappe pas à la règle. La candidature d'Huguette Bouchardeau fournit seulement une caution féminine à un parti qui s'arroge aussi le droit de parler au nom des femmes.

« Côté raison », le MLF estime nécessaire de voter pour le programme de François Mitterrand dès le premier tour. « *Il serait infantile de voter pour une petite formation dans une situation d'urgence comme celle que nous connaissons,* explique la vice-présidente. *Il faut donner au candidat socialiste le maximum de chances de passer.* »

Pour le MLF, la victoire de la gauche créerait des conditions plus favorables aux luttes des femmes, en améliorant leur condition sociale et économique. Le mouvement de libération ne renonce pas pour autant à son indépendance politique. Il invite les femmes à lui envoyer des « cahiers de remontrances » et tiendra, le 1er mai, des assemblées constituantes contre la misogynie.

Dominique GAUCHER

Spécial P.S.

Réunions publiques

• **Vendredi 3 avril.** Georges Sarre à Argenton-sur-Creuse (Indre) ; Michel Rocard à Aix-les-Bains (Savoie) ; Lionel Jospin à Marseille à 18 h 30, à Aix-en-Provence à 20 h 30 ; Catherine Lalumière à Villeneuve d'Ornon ; Louis Mermaz à Bourg-d'Oisans (Isère) à 20 h 30 ; Pierre Mauroy dans les Landes ; Jacques Delors au Fresnoy (boulevard Descat) à Tourcoing ; Yvette Roudy à Corrère ; Edwige Avice à la SEDES, avec les sections d'entreprise, en compagnie d'Antoine Sanguinetti ; François Mitterrand à Bastia, puis à Ajaccio.

• **Samedi 4 avril.** Michel Rocard à Saint-Jean-de-Maurienne (Savoie) ; Henri Emmanuelli à Bujus à 17 heures, puis à Pineuilh à 21 heures ; Edwige Avice à La Rochelle, à Saintes puis à Royan ; Louis Mermaz à Domène (Isère) à 20 h 30 ; Pierre Mauroy à Pau à 18 heures, à Bayonne à 21 heures ; François Mitterrand à Avignon.

• **Jeudi 2 avril.** Edmond Hervé, maire de Rennes et conseiller de François Mitterrand, et Michel Sorin, premier secrétaire fédéral du PS, à Ernée, salle Constant-Martin. Cette réunion portera sur les problèmes de l'emploi et du chômage, sur la décentralisation communale et sur les difficultés de l'agriculture.

Communiqué SVP campagne

Un service par téléphone fonctionne tous les jours (sauf le dimanche) de 9 h 30 à 12 h 30, et de 14 heures à 19 heures, pour répondre rapidement aux questions qui se posent à nous sur l'organisation de la campagne et sur notre programme. Tél. : 550.34.35, aux postes 316 ou 317.

LES ENTRETIENS DU JEUDI

Prochain rendez-vous : après les élections

C'EST Lionel Jospin, premier secrétaire du Parti socialiste, qui a clos, jeudi 26 mars, « Les entretiens du jeudi ». *Ces rendez-vous hebdomadaires des militants et des sympathisants du PS avec leur parti ont été créés en 1974 par Françoise Seligman, alors qu'elle animait le bureau national des adhésions. Jeanine Tillard et Rémi Dreyfus, tous deux anciens résistants et membres du comité de soutien à François Mitterrand, ont pris le relais.*

Le but de ces réunions est cependant resté le même : informer et organiser des débats les plus ouverts possibles sur les problèmes d'actualité ou les grandes questions de l'heure.

Lionel Jospin a donc commenté, comme c'est la coutume, les événements de la semaine. Il a expliqué qu'au-delà du premier tour de l'élection présidentielle, le second se dessine déjà : un face à face Mitterrand-Giscard. Il a particulièrement mis l'accent sur la mobilisation sans faille des militants du PS mais il a précisé : « Il faut continuer la lutte pour que les choses changent. »

Au cours de cet hiver, non seulement des dirigeants du PS mais des personnalités de tous les horizons, proches du parti, sont venues animer « les entretiens du jeudi » *(qui tous ont connu une fréquentation exceptionnelle) et notamment le professeur Léon Schwartzenberg, Serge Moatti, Daniel Mayer, Elizabeth Badinter. Ces rendez-vous reprendront après l'élection.*

BREF

Sondage tronqué

La commission des sondages a saisi le ministère de la Justice d'une plainte contre l'organisme de sondage Public SA.

La chancellerie interrogée a confirmé être effectivement en possession de ce document qui va être transmis au procureur de la République de Paris. La commission des sondages se refuse à confirmer ou à démentir cette information en alléguant du secret de ses délibérations.

Cet organisme a récemment contesté publiquement, à trois reprises, les méthodes de travail de Public SA. Il n'a cependant pas de pouvoir propre de sanction, mais il peut saisir le garde des Sceaux d'une demande d'*« engagement de poursuites envers les responsables de ce qu'elle estimerait être une escroquerie manifeste »*.

Le « principe d'égalité » des candidats dans les DOM-TOM

Joseph Francheschi, chargé de la coordination de la campagne outre-mer de François Mitterrand, demande qu'un contrôle soit mis en place dans les DOM-TOM à l'occasion de l'élection présidentielle. Dans une lettre, envoyée au président de la commission de contrôle de la campagne électorale et datée du 28 mars, il rappelle notamment que lors des élections présidentielles de 1969 et de 1974 et à la demande du président par intérim, Alain Poher, la commission avait envoyé des observateurs dans les DOM-TOM pour prévenir *« les atteintes au principe d'égalité des candidats pendant la campagne, malheureusement trop développées »*.

Les mots attendus

Yves Guena, député RPR et ancien ministre, estime que *« des réticences apparaissent dans les rangs gaullistes en ce qui concerne les reports de voix sur Valéry Giscard d'Estaing au second tour »* de l'élection présidentielle. D'autre part, il a ajouté dans son journal de circonscription que *« ces réticences ont une part de spontanéité dont le président sortant doit tenir compte. Il lui faudra, le moment venu, prononcer à l'égard des gaullistes les mots attendus et donner les assurances nécessaires pour l'avenir »*.

• **Une tentative d'attentat** a été perpétrée contre la sous-préfecture de Narbonne (Aude), où un engin composé de douze pains d'explosifs agricoles a été découvert dans une cour, mardi matin. Le mauvais temps n'a pas permis l'explosion de cet engin.

CGT : le courant unitaire se développe

LA grande salle Eugène-Varlin de la Bourse du travail de Paris était, mardi 31 mars, trop petite pour accueillir la foule des représentants des syndicats ou des collectifs CGT opposés à la ligne sectaire de la confédération.

En effet, en moins d'un mois, à partir de l'appel de militants de Marseille et de la déclaration de cinq dirigeants de la CGT (voir *Combat socialiste* du 5 mars), des initiatives nombreuses se sont développées dans plusieurs départements, dans des professions diverses, rassemblant des milliers de signatures de militants de toutes sensibilités politiques, pour demander que la CGT cesse d'être confisquée par un seul parti, au profit de la candidature de Georges Marchais.

A la tribune de cette conférence de presse, Pascal Nurnberg, du syndicat des correcteurs, Alain Chena, du syndicat des officiers de la marine marchande, Pierre Godard, du collectif de Marseille, et Pierre Feuilly, membre de la commission exécutive confédérale, représentaient la diversité de la CGT. Entre eux et les cinquante organisations représentées, deux points communs :

— l'attachement à la CGT ;

— l'exigence de la démocratie syndicale et de l'indépendance, dans le respect des statuts et des décisions du XLe Congrès.

Ils ont d'abord rappelé les positions unitaires manifestées dans les Bouches-du-Rhône, le Var, l'Ille-et-Vilaine, le Calvados, le Pas-de-Calais, la Gironde, les Hauts-de-Seine, la Seine-et-Marne, l'Eure, la Seine-Saint-Denis, la Seine-Maritime, et par des syndicats tels que celui de l'Office national interprofessionnel des céréales, des correcteurs de Paris, de l'INSEE, de la radio-télévision, de Quartz et Silice de Nemours et de nombreux autres. Pour dénoncer ensuite le caractère fractionnel de ceux qui appellent, en tant que syndicalistes ou même en tant que membres de la CGT — en contradiction avec les statuts —, à voter pour Georges Marchais.

Au cours de son intervention, Pierre Feuilly a alerté les militants unitaires sur la gravité d'une scission « silencieuse », la plus importante depuis plus de trente ans. Scission qui s'est traduite par le départ de nombreux adhérents qui, n'ayant pas la possibilité de s'exprimer, quittent la CGT.

La Confédération générale du travail ne revendiquait-elle pas 2,4 millions d'adhérents en 1976 ? Elle n'en compte plus, aujourd'hui, que la moitié. Aucun syndicaliste, quelles que soient ses orientations, ne saurait s'en réjouir.

G. S.

Pour un débat démocratique dans la CGT

LORS du XLe Congrès de la CGT, l'accent avait été mis sur la nécessité du débat démocratique, de l'indépendance et de l'unité syndicales.

Contrairement à cette orientation, aucun débat dans la CGT n'a précédé la réunion du comité confédéral national des 2 et 3 décembre, qui portait sur l'élection présidentielle. De plus, le CCN a procédé à une sélection dans le programme de la CGT pour accentuer les convergences avec un candidat. Si le document du CCN a été adopté à la quasi-unanimité, seulement deux fédérations ayant voté contre, il est aujourd'hui évident que ce vote monolithique ne reflète pas la réalité de la CGT.

Une telle orientation suscite un profond malaise dans le syndicat. Elle accroît l'hémorragie des adhérents. Le caractère pluraliste de la CGT est menacé. De plus en plus souvent, des militants s'interrogent et réclament l'ouverture d'un débat avec tribunes de discussion dans la presse de la CGT, ce que refuse la direction confédérale, assimilant les critiques et de telles demandes à des campagnes anti-CGT. Or, seul le respect de l'indépendance syndicale peut préserver le caractère de classe et de masse de la CGT, donc son unité. De même, seule la pratique du débat démocratique peut préserver sa cohésion.

Pour l'élection présidentielle, en particulier, la CGT doit s'abstenir de faire campagne pour un parti ou pour quelque candidat que ce soit ; mais, fidèle à ses engagements de toujours, elle doit appeler les travailleurs à sanctionner la politique d'austérité, antisociale et de répression de la droite et du patronat, définie et appliquée par Giscard d'Estaing.

Cependant, comme l'avait souligné le XLe Congrès, il ne s'agit nullement d'observer une trêve électorale dans les luttes ou de mettre dans la poche nos revendications, avant comme après les élections. Les travailleurs refusent de voir leurs revendications sacrifiées sur l'autel de la crise.

S'engager dans cette voie, c'est aussi créer les conditions de l'unité syndicale, et donc contribuer à un développement efficace des luttes.

C'est pourquoi nous, syndicats et militants à divers niveaux de responsabilité dans la CGT, venus de tous les horizons politiques, religieux ou philosophiques du mouvement ouvrier, profondément attachés à la démocratie et à l'indépendance syndicales, appelons sur ces bases les structures syndicales et les adhérents à exiger le débat, puis à faire connaître l'opinion des travailleurs au bureau confédéral : à chacun de juger qui sert le mieux la CGT et les travailleurs.

31 mars 1981

Cadres choyés, cadres déçus

Pierre Castagnou parle en leur nom pour le PS

« ON constate un alignement des problèmes des cadres sur ceux des autres travailleurs. » Pierre Castagnou, délégué national aux cadres pour le Parti socialiste, devait lundi soir, à Europe 1, rappeler pourquoi, à son avis, ceux-ci n'avaient de raisons particulières d'être satisfaits de l'actuelle politique.

Quel bilan dresse cette catégorie de salariés, objet de tant de promesses, si choyée depuis sept ans dans les discours officiels ? *« La majorité des cadres n'est pas contente. Et elle a bien raison »*, expliquait Pierre Castagnou. L'emploi ? *« En sept ans, leur chômage a plus que triplé. Sur dix cadres au chômage, quatre ont plus de cinquante ans.*

»La longueur de ce chômage est en général plus longue, puisque la majorité de ces chômeurs est sans travail depuis plus d'un an. La multiplication des contrats à durée déterminée et le mauvais état du marché du travail, qui oblige souvent les femmes et les jeunes à accepter un emploi déqualifiant, sont des phénomènes plus nouveaux qui contribuent à les inquiéter. »

Faut-il s'étonner, dès lors, que, si 67 % des cadres déclaraient voter pour Giscard en 1974, seulement 55 % d'entre eux aujourd'hui envisagent cette possibilité ? Ces intentions de vote ne sont, en fait, que le reflet d'une situation qui s'est dégradée (surtout pour les quelque 7000 cadres moyens), avec une baisse du pouvoir d'achat des cadres de 6 % (alors que ceux-ci ont payé 3 % de plus d'impôts et que, bien souvent, la durée hebdomadaire du travail avoisine plutôt les quarante-cinq heures en raison de la compression des effectifs). *« Obligés de se soumettre ou de se démettre, les cadres ont de plus en plus des rôles d'exécutants puisqu'ils ne sont pas consultés au moment des décisions »*, a estimé Pierre Castagnou. La façon dont s'opèrent actuellement les grandes restructurations industrielles, (en secret) confirme ces affirmations.



Participer aux grandes décisions dans l'entreprise.
(Photo Bernard Besson)

Questionné sur les projets du PS susceptibles d'inquiéter les cadres : écrasement des salaires, impôt sur le capital, plafonnement du quotient familial, augmentation de la TVA, Pierre Castagnou a tenu à répéter : *« Si le PS réclame le relèvement du SMIC, il respecte aussi une certaine hiérarchie des salaires, reflet de la compétence. »* Et il a fait deux remarques sur l'impôt : *« celui sur le revenu ayant augmenté depuis 1974 de 15 % et celui sur le patrimoine ayant baissé de 25 %, le PS, dans une réforme globale de la fiscalité, propose un impôt sur le capital à partir de 3 millions de francs »*. Précisant que *« les cadres ne seront pas touchés dans leur grande majorité par cette mesure. Les autres seront gagnants, car cela stabilisera l'impôt sur le revenu et profitera à l'ensemble des salariés »*. Le plafonnement du quotient familial sera limité seulement pour les hauts revenus. Quant à la TVA, favorable à sa suppression pour les produits de première nécessité, le PS veut la maintenir sur les produits de luxe.

Concernant la vie des entreprises, Pierre Castagnou a redit que, pour limiter le pouvoir discrétionnaire de la direction, le développement de contre-pouvoirs était nécessaire.

Dans cette optique, le PS prévoit la création d'une commission économique, où les cadres représentés seront associés aux grandes décisions de l'entreprise (production, investissements...) et davantage informés. Est également prévue la création de comités de groupe qui permettraient aux cadres d'avoir leur mot à dire au niveau du holding, et de peser ainsi davantage sur les orientations de l'entreprise.

Alors, quel avenir pour les cadres si les socialistes arrivent au pouvoir ?

« Ces salariés comme les autres, conduiront le changement à condition de mobiliser leur solidarité et leur esprit d'innovation dans une grande entreprise au niveau national. A nous de les associer. A nous de vouloir être des agents de changement », devait conclure Pierre Castagnou au nom du PS.

Dominique FERBOS

Encore du chômage chez Peugeot et Citroën

De nouvelles mesures de chômage technique toucheront, en avril, 3 500 des 14 000 salariés des usines Peugeot de Mulhouse (Haut-Rhin) ainsi que la majorité des employés de l'usine Citroën de cette ville.

Chez Peugeot, il s'agit des journées du 16 et du 30 avril pour les 2 500 ouvriers des unités de mécanique, des fonderies et des forges ainsi que pour 1 000 techniciens et agents de maîtrise.

Pour Citroen à Mulhouse, c'est la majorité des 980 salariés de l'usine qui seront en chômage technique les 3 et 30 avril prochains.

Enfin, l'ensemble des 500 salariés de l'usine Peugeot de Saint-Etienne seront également au chômage technique pendant 12 jours au deuxième trimestre : 5 en avril, 4 en mai et 3 en juin.

Négociations à Bruxelles : le jour le plus long



Garantir les prix des agriculteurs à la production. (Photo Christian Avril)

LA commission européenne a relancé, mardi 31 mars, les négociations des Dix à Bruxelles, sur la fixation des prix agricoles européens pour la prochaine campagne, en leur soumettant un nouveau compromis, alors que, dans une ambiance plus chaude que celle de la veille, près de 3 000 agriculteurs, en majorité français, manifestaient autour de l'immeuble Charlemagne du Conseil des ministres.

Le compromis auquel est parvenu la commission prévoit une hausse moyenne des prix de 8,8 % (contre 7,8 % dans la proposition précédente), renonce à la création d'une supertaxe laitière pour lutter contre les excédents et suggère une réduction de respectivement 4 % et 3 % des montants compensatoires monétaires ouest-allemands et britanniques.

Si la France, l'Irlande et la Belgique ont estimé que l'augmentation moyenne de l'ordre de 9 % était encore insuffisante, la RFA l'a jugée en revanche trop importante.

« *Nous allons nous battre durement et en ordre dispersé sur ce compromis* », constatait Pierre Méhaignerie, ministre français de l'Agriculture, ajoutant que la plupart des pays de la CEE étaient bien disposés pour parvenir à un résultat avant mercredi soir.

De son côté, le Parlement européen maintenait sa proposition d'une augmentation de 12 %, que la France, l'Irlande, la Grèce, la Belgique et le Luxembourg estimaient être « *une bonne base de départ* ». Giscard d'Estaing semblerait d'ailleurs s'en satisfaire. Il l'a laissé entendre, mardi soir, au cours des meetings de Metz et de Nancy. Diverses subventions pourraient pallier l'écart avec les 15 % réclamés par les agriculteurs.

Invité ce même soir au « Grand Débat » de TF1, François Mitterrand a, lui, répété qu'il entendait « *garantir les prix des agriculteurs à la production* » et qu'il n'hésiterait pas à jouer la « *politique de la chaise vide* » si Bruxelles ne satisfaisait pas les revendications françaises.

Mercredi matin 1er avril, les ministres de l'Agriculture des Dix, après avoir décidé une suspension de séance, reprenaient leurs travaux pour tenter d'arriver à un accord, même s'il fallait arrêter les pendules.

BREF

• **Les 142 agents de la Compagnie d'assurances réunies** sont menacés de licenciement, annonce le syndicat CFDT. Le Groupe des assurances alsaciennes, qui a racheté cette société en juillet 1979, vient en effet d'annoncer au comité d'entreprise son intention de fermer ses bureaux de Louveciennes (Yvelines), au 30 juin, et d'entamer une procédure de licenciement.

• **La grève déclenchée, à l'appel de la CGT et de la CFDT**, le 27 février par quelque 200 ingénieurs et techniciens sur les chantiers de construction de centrales nucléaires de Framatome se poursuivait mardi 31 mars. Les discussions avec la direction s'étant soldées par un échec, les grévistes ont repris leur mouvement suspendu le 10 mars. Ils protestent notamment contre le retrait de leur indemnité de résidence.

• **Progression de la CFDT à Kléber-Colombes.** La CFDT a augmenté le nombre de ses voix de 13,3 % par rapport à 1979, au premier collège élisant le comité d'entreprise de l'usine de pneumatiques Kléber-Colombes (Hauts-de-Seine). Cette progression se fait aux dépens de la CGT (— 13,3 %), qui reste cependant majoritaire.

• **Les arrêts de travail** se multiplient dans les centres de recherche de Grasse, de Nice et de Bellevue. Les chercheurs, ingénieurs, techniciens et administratifs entendent ainsi protester contre le projet de statut des ITA (*Combat socialiste* du 25 mars). Selon les syndicats, ce statut, dernier volet du plan Aigrain, devrait être définitivement arrêté le 15 avril.

• **La grève des fonctionnaires britanniques** s'est intensifiée, mardi 31 mars, avec la participation au mouvement des cadres des services des impôts. Les fonctionnaires ont commencé le 2 mars une série de grèves tournantes pour appuyer leurs revendications salariales.

• **Progression de la CFDT** aux élections professionnelles de la SNCF. Aux trois collèges des délégués indiciels, la CFDT enregistre une progression d'environ 3 %, principalement aux dépens de la CGT, les autres centrales restant stables.

• Les quelque 80 000 agents de la Direction générale des impôts sont appelés par la CGT, la CFDT, FO et le SNUI (autonomes) à observer une grève nationale de vingt-quatre heures, le 8 avril, pour s'opposer au licenciement de vingt-six auxiliaires du cadastre de Paris, dont le contrat se terminait le 31 mars.

• **Jacqueline Lambert**, membre de la commission exécutive de la CGT, déplore, dans une interview à *la Croix* datée du 1er avril, le « *refus* » de la direction confédérale d'engager un « *large débat démocratique* » avant l'élection présidentielle.

• **Le syndicat CFTC** des mines de potasses d'alsace appelle ses adhérents à observer une grève de vingt-quatre heures le vendredi 3 avril, à l'occasion de la venue en alsace de Giscard d'Estaing. Cette grève aura pour but d'appuyer la demande de construction d'une saline d'un million de tonnes destinée à absorber les rejets de sels.

• **Les sidérurgistes européens** regroupés au sein d'« Eurofer » ne sont pas parvenus, dimanche à Luxembourg, à un accord sur la régulation du marché de l'acier. Les présidents des principales sociétés sidérurgiques de la CEE escomptent cependant à un accord après le 1er avril, date limite qui leur avait été fixée par le conseil des ministres de la CEE.

• **L'inspection du travail de Strasbourg** vient de refuser 80 des 108 licenciements auxquels désirait procéder la direction de la fabrique de chaussettes La Bonnal à Dambach-la-Ville (Bas-Rhin). Elle n'a retenu que les cas des personnes pouvant faire valoir leurs droits à la garantie de ressources.

A pied, à cheval ou en voiture...

Les salariés d'Heuliez reprennent le 1er avril le chemin du travail

Ce n'est pas un poisson : les salariés d'Heuliez, le célèbre carrossier des Deux-Sèvres, reprennent, le 1er avril, le chemin du travail. Seulement, certains feront la route par leurs propres moyens. L'entreprise a fortement allégé son réseau de ramassage par car. Les huit jours de grève massive auront « limité la casse ». Le compromis a quand même un goût d'amertume.

CHEZ Heuliez, le célèbre carrossier, les ouvriers reprennent le travail mercredi 1er avril. L'entreprise, qui emploie 1 600 salariés sur le département des Deux-Sèvres, avait dénoncé la semaine dernière l'accord d'entreprise, déclarant que cette dernière allait supprimer un « avantage » vieux de vingt-cinq ans, le transport par car de son personnel.

Le 24 mars, les ouvriers, à une écrasante majorité, vont voter la grève. Et, vendredi dernier, se tenait aux abords de l'usine un grand meeting organisé par les grévistes. (Les élus du Parti socialiste seront au rendez-vous.) Mais la colère continue de gronder. Même si la pression a forcé la porte du compromis : lundi 30 mars, la direction revenait sur sa décision de blocage partiel des salaires, et rajoutait un nombre substantiel de lignes.

Quelques instants avant le vote qui allait décider de la reprise, un délégué dénonçait les méthodes de la direction : « *C'est sous la menace de sanctions (dispositif sélectionnant les entrées, chômage technique pour les tôliers...) que les ouvriers se sont prononcés. On n'a toujours pas digéré, ici, qu'un patron revienne, sans concerter personne, sur un avantage acquis ! On a su venir nous chercher quand on manquait de main-d'œuvre. Quand le rapport de force bascule, on en profite pour nous faire payer !* »

Ce qu'il faut préciser : Heuliez est une usine à la campagne. Cerizay ne compte que cinq mille habitants. Ce n'était qu'un gros bourg lorsque l'entreprise a commencé à se développer. Au fur et à mesure qu'Heuliez a grossi, elle a ratissé la main-d'œuvre aux alentours. Elle « ramasse », aujourd'hui, dans un rayon de cinquante kilomètres.

Quand Heuliez crée, en 1978, une antenne au Peu-du-Pin et, en 1980, une autre à Rorthay, elle met en place, dans la foulée, des lignes supplémentaires, respectant en cela l'engagement pris auprès du personnel.

Des primes « ridicules »

Au total, c'est une flotte de vingt-deux cars qui transportait jusqu'à hier environ huit cents ouvriers et employés. Trois sociétés privées se partagent ce marché. L'une d'elles, l'entreprise Chesseron, connaît actuellement des difficultés. Elle a seize salariés, dont l'emploi ne tient plus désormais qu'à un fil. Selon la CFDT, Heuliez est en bonne santé. Bien sûr, le ramassage lui coûte chez — 1,62 % de la masse salariale —, mais la firme vient d'emporter des gros marchés, comme celui des trolleybus qui sillonneront les rues de Nantes en Loire-Atlantique).

Heuliez entend ramener sa dépense à 1 %. Elle propose, en échange du transport collectif, des primes mensuelles indexées sur la distance. Des primes mensuelles « *ridicules* », selon les syndicats : 48,95 F entre 5 et 11 kilomètres, et 124,96 F au-delà de 31 kilomètres. Notons qu'une bonne proportion des salariés habitent à plus de 20 kilomètres.

La direction a promis encore une prime de 1 000 F pour l'achat d'un second véhicule. Rien que des petits aménagements, qui n'effacent pas l'amertume de ceux qui reprennent aujourd'hui le chemin du travail.

C. M.

Pas de 1er mai unitaire

Il n'y aura pas, cette année encore, de 1er mai unitaire à Paris. Compte tenu de la division syndicale, la CGT et la CFDT ont décidé dans l'immédiat d'organiser leur propre manifestation, comme cela avait déjà été le cas l'an passé.

Alors que Reagan se rétablit

Haig au centre d'une polémique

L'Amérique est rassurée : « *Le président reste le président* », a déclaré le porte-parole adjoint de la Maison-Blanche. Reagan affiche à soixante-dix ans une résistance étonnante après l'attentat dont il a été victime. Pour l'heure, le rôle joué par le général Haig pendant les heures ayant suivi l'attentat place le secrétaire d'Etat, une nouvelle fois, au centre d'une polémique.

« *Le président Reagan se porte extrêmement bien* », a déclaré mardi soir le médecin personnel du chef de la Maison-Blanche, ajoutant que le chef de l'Etat poursuit son chemin sur la voie du rétablissement.

Pourquoi cet attentat ? John Hinckley, dont on a appris qu'il avait appartenu un moment à une organisation néo-nazie, aurait agi pour attirer l'attention de la jeune actrice Jodie Foster. La lettre découverte à l'hôtel de Washington où il avait passé la nuit avant l'attentat était adressée à Jodie Foster, qui jouait le rôle d'une jeune prostituée dans *Taxi Driver*. « *Je prouverai mon amour pour vous par un geste historique* », déclarait la lettre. « *Je me moque de ce qui peut m'arriver* », ajoutait Hinckley, qui aurait reproché à Reagan d'avoir tenu des propos blessants sur l'actrice.

Mais, politiquement, l'attentat n'est pas sans conséquences. D'une part, la popularité de Reagan a fait un bond en avant. D'autre part, et surtout, la rapidité — certains disent l'avidité — avec laquelle le général Alexander Haig s'est déclaré « *en charge* » de la Maison-Blanche, lundi après-midi, a replacé le secrétaire d'Etat au centre d'une controverse.

Lundi après-midi, alors que Reagan était à l'hôpital et le vice-président Bush au Texas, le secrétaire d'Etat avait déclaré aux journalistes : « *Constitutionnellement, messieurs, vous avez le président, le vice-président et le secrétaire d'Etat, dans cet ordre.* »

Et il ajoutait, la voix émue et l'air décidé : « *Pour le moment, je contrôle ici la Maison-Blanche, en attendant le retour du vice-président.* »

Cette déclaration abrupte, alors que la Constitution n'accorde que la cinquième place hiérarchique au secrétaire d'Etat, a suscité des réactions diverses. D'autant que l'information a filtré que Haig et le secrétaire à la Défense, Caspar Weinberger, s'étaient vivement affrontés sur une « *question de fond* ».

Déjà, il y a une semaine, Haig avait été au centre d'une polémique. Reagan avait nommé le vice-président George Bush président d'un état-major de crise en cas d'empêchement du chef de la Maison-Blanche. Le secrétaire d'Etat n'avait pas caché sa déception. On lui avait alors reproché d'être assoiffé de pouvoir.

Bien sûr, aujourd'hui, les dissensions sont niées : Jim Baker, secrétaire général de la Maison-Blanche, a rendu mardi hommage au rôle tenu lundi par Haig. « *Ce qu'il a fait*, a-t-il déclaré, *avait été décidé d'un commun accord.* »

Il n'empêche : Haig s'est fait de nuveaux ennemis et son maintien à son poste pourrait être remis en question.

Sursis pour la grève en Pologne

Deux responsables des incidents de Bydgoszcz limogés

La grève générale disparaît pour l'instant de l'ordre du jour en Pologne. Dans la nuit de mardi à mercredi, la commission nationale de coordination (KKP) du syndicat Solidarité, réunie aux chantiers Lénine à Gdansk, a finalement renoncé au mot d'ordre qu'elle avait lancé le 24 mars après les brutalités policières de Bydgoszcz, qui furent le point de départ des très graves tensions que l'on a connues jusqu'à ces derniers jours.

La décision a été prise par un vote de vingt-quatre voix pour, quatre contre, et six abstentions, après que la KKP eut pris connaissance de l'accord intervenu lundi entre Lech Walesa, le dirigeant de Solidarité, et le vice-premier ministre Mieczyslaw Rakowski.

Lech Walesa avait qualifié cet accord de succès à 70-80 %. La KKP a décidé de l'accepter à titre « *préliminaire et non définitif* », exprimant ainsi ses réserves devant un texte où les grandes questions (discussion de la loi syndicale, reconnaissance de Solidarité rurale, accès de Solidarité aux médias) apparaissent plus comme des déclarations d'intention que comme des décisions concrètes.

Toutefois, la mutation intervenue mardi des deux vice-voivodes (vice-préfets) de Bydgoszcz, considérés comme responsables des brutalités du 19 mars, a pesé dans la décision de la KKP.

L'une des victimes de ces brutalités, Jan Rutlewski, président du comité syndical interentreprises (MKZ) de Bydgoszcz, a jugé insuffisant l'accord signé la veille par Lech Walesa. Cet accord a cependant reçu le soutien des ouvriers des grandes entreprises invités par la KKP.



(Photo Frédéric Pitchal)

Mieczyslaw Jagielski, vice-premier ministre polonais, ancien négociateur des accords de Gdansk, a rencontré Giscard d'Estaing, mardi à Paris.

Bruxelles sans gouvernement

La démission du gouvernement belge restait en suspens mardi soir, le roi Baudouin ayant décidé de réserver sa réponse après l'offre de démission de l'équipe gouvernementale, présentée mardi matin par le premier ministre, Wilfried Martens.

Le souverain pourrait ne se prononcer qu'après avoir entendu séparément les responsables politiques du pays.

Mardi, en fin d'après-midi, le roi Baudouin a lancé un appel à la responsabilité politique des présidents de tous les partis, des chambres au Parlement et des syndicats rassemblés à son invitation au palais royal.

« *La gravité de la crise exige le concours de toutes les énergies et beaucoup de sacrifices*, a-t-il déclaré. *Nous sommes en guerre, pour la survie de notre appareil économique, et le moment est venu où les différends de tout genre doivent passer au second plan derrière des mesures de sauvetage*, a ajouté le roi. *Il faut restaurer la stabilité gouvernementale. Depuis sept ans, sept gouvernements se sont succédé en Belgique et, dans certains domaines, depuis un peu plus d'une année, quatre ministres se sont succédé. Il est impossible de mener une politique dans ces conditions.* »

Nouvelle dictature militaire à Bangkok

Coup d'Etat réussi du général Sant Chitpatima.

Les partis politiques sont dissous

Le comité révolutionnaire qui a pris le pouvoir dans la nuit de mardi à mercredi, en Thaïlande, a annoncé la réussite du coup d'Etat et affirmé son soutien à la monarchie thaïlandaise.

Dirigé par le général Sant Chitpatima, qui était jusqu'à mercredi commandant en chef adjoint des forces armées, le comité révolutionnaire a dissous le Parlement et les partis politiques. Il a affirmé son intention de se maintenir au pouvoir « *aussi longtemps que cela serait nécessaire* » et a promis la tenue d'élections générales lorsque « *la sécurité nationale sera revenue* ».

Agé de cinquante-neuf ans, le général Sant Chitpatima est un homme ambitieux. Voilà quelques semaines, un quotidien anglophone de Bangkok avait annoncé qu'il était à un pas du pouvoir. Les hommes qui l'entourent sont de jeunes turces nationalistes.

ARGENTINE

Le général Viola doit s'expliquer

NOUVEAU dictateur de l'Argentine, depuis qu'il vient de prendre la succession présidentielle, le général Roberto Viola a proposé, dans son premier discours télévisé, une sorte de continuité dans le changement. La démocratie n'est donc pas pour demain.

Le sort des milliers de disparus restera donc une question extrêmement préoccupante pour les familles. C'est ainsi qu'un jeune employé uruguayen, Daniel Alfaro Vasquez, enlevé chez lui par des hommes armés, le 11 août 1977, à Buenos Aires, n'a pas encore été retrouvé. Malgré toutes les démarches de sa femme et de ses amis, les autorités argentines se sont toujours refusées à donner la moindre explication. Le général Viola doit, d'abord, libérer les détenus politiques et retrouver les disparus, avant de se présenter, comme il l'a fait à la télévision, comme l'homme de l'ouverture.

EN 24 HEURES

ESPAGNE
Convergence PC-PSOE

Le Parti communiste espagnol (PCE) et le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) sont favorables à un gouvernement disposant d'une « *vaste majorité parlementaire* ».

Les responsables de ces deux formations, Santiago Carrillo et Felipe Gonzalez, se sont rencontrés mardi, à Madrid, pendant plus de trois heures. Les deux partis, indique un communiqué publié à l'issue de la réunion, sont d'accord pour s'opposer à toute attitude qui signifierait le retour à des formules autoritaires. Ils sont également d'accord pour combattre avec fermeté le terrorisme « *à l'intérieur d'un strict cadre constitutionnel* ».

BULGARIE
Congrès du PC

Le rapport présenté mardi par Jivkov devant le 12e Congrès du PC bulgare annonce un « *enrichissement de la démocratie socialiste* » et un « *un développement intensif* » de l'économie pour mieux satisfaire les besoins matériels de la population. En raison du caractère très général des propos tenus par le premier secrétaire du PC bulgare, il est très difficile de discerner comment ces objectifs se traduiront dans les faits.

EL SALVADOR
Critiques de Agee

« *Le livre blanc du département d'Etat sur l'infiltration soviéto-cubaine à El Salvador est une insulte non seulement pour les hommes politiques et les diplomates, mais également pour la presse* », a déclaré l'ancien agent de la « CIA », Philip Agee, à Bonn. Ce document a pour but, selon Agee, de « *préparer l'opinion publique à une intervention militaire américaine à El Salvador* ».

ISRAEL
Dialogue avec les Palestiniens

Le nombre des Israéliens persuadés que la paix avec le monde arabe est impossible sans les Palestiniens, s'accroît selon un sondage publié mardi par le quotidien *Haaretz*. Selon ce sondage, 69,3 % des Israéliens interrogés sont convaincus que la paix avec le monde arabe est impossible tant que le problème palestinien n'est pas résolu.

CEE
Hausse des prix agricoles

La Commission européenne a relancé mardi les négociations des Dix en proposant une hausse moyenne des prix agricoles de l'ordre de 9 % (contre 8 % dans sa proposition précédente). La Commission a également renoncé à la création d'une supertaxe laitière.

SUD-LIBAN
Nouvelles attaques de Haddad

« *L'artillerie des milices frontalières du commandant Haddad a bombardé, mardi, le camp de réfugiés palestiniens d'Al Bass près de Tyr, tuant un enfant et blessant treize personnes, en majorité des enfants* », a affirmé mardi soir le porte-parole de l'ONU, à Beyrouth, Samir Sambar. Au total, dix personnes sont mortes et près de vingt-cinq ont été blessées ces dernières vingt-quatre heures au Sud-Liban.

EXCLUSIF

«L'expansionnisme marocain ne va pas rester sans réplique»

déclare le porte-parole du ministère algérien des Affaires étrangères, Benyoucef Baba-Ali

Dans un entretien exclusif à notre envoyé spécial Edouard Bailby, à Alger, Benyoucef Baba-Ali a exposé les grandes lignes de la politique étrangère de l'Algérie. Il a notamment répondu à trois questions d'une particulière actualité. Les réponses du directeur du service de presse et d'information du ministère des Affaires étrangères revêtent d'autant plus d'intérêt que Chadli Bendjedid, président de la République algérienne démocratique et populaire, effectue actuellement une tournée dans onze pays africains, à la tête d'une importante délégation. L'Algérie entend, en effet, donner un « coup de fouet » à sa politique africaine.

— *Comment analysez-vous la situation internationale ?*

— L'année 1980 a été terrible dans le domaine des relations internationales, car il y a eu un retour inquiétant à la politique des tensions. Les grandes puissances ont continué à s'affronter par pays du tiers monde interposés, en limitant la détente au Nord. Il faut en finir avec cette situation. La détente doit être universelle. A cet égard, le nouvel ordre économique internationale doit être un des piliers des rapports entre pays industrialisés et pays en voie de développement. Malheureusement, il y a eu très peu de progrès dans cette voie. Il faut que le Nord cesse d'opposer son veto à des négociations globales au bénéfice de négociations partielles qui ne peuvent que nous désavantager. La nouvelle politique des Etats-Unis, depuis l'arrivée de Ronald Reagan à la Maison-Blanche, est, dans cet ordre d'idées, plus négative qu'auparavant à l'égard du tiers monde. Souhaitons que les Etats-Unis en viennent à une politique réaliste.

— *Estimez-vous que les perspectives d'une solution au Proche-Orient soient envisageables ?*

— Les accords de Camp David sont dans une impasse. La politique du président Sadate a divisé le monde, arabe et le conflit entre l'Irak et l'Iran n'arrange guère les choses. Les perspectives sont donc bouchées. Il est un fait évident que l'Etat d'Israël cherche à dominer la région. C'est le nième Etat des Etats-Unis, un arsenal planté au cœur du monde arabe. On veut nous faire payer le prix des crimes européens contre les juifs. Or, c'est l'Occident qui, depuis le Moyen Age, a massacré les juifs, ce même Occident qui est aujourd'hui le plus chaud partisan d'Israël. Il n'y a pas d'autre solution, pour faire face à cette situation, que de renforcer l'unité du monde arabe contre l'ennemi sioniste. Il faut renforcer, en même temps, la résistance palestinienne et éviter toute ingérence de quelque nature que ce soit. C'est à l'Organisation de libération de la Palestine, seul représentant du peuple palestinien, de choisir la poursuite de son combat ou l'ouverture de négociations. C'est notre propre expérience qui nous dicte cette politique. Nous avons connu, pendant notre guerre de libération, des tentatives d'ingérence dans nos affaires intérieures. Elles nous ont obligés à prolonger les combats pour être maîtres de notre destin. Sadate peut céder le Sinaï, s'il le veut, mais il n'a pas le droit de marchander la terre palestinienne. Il n'y aura pas de solution tant qu'il n'y aura pas de négociations directes avec l'OLP.

— *Le roi Hassan II du Maroc refuse de retirer ses troupes du Sahara occidental et d'appliquer les résolutions de l'OUA. Qu'en pensez-vous ?*

— Là encore, c'est notre propre expérience qui nous dicte notre politique. Nous avons prolongé notre guerre de libération de trois ans pour que le Sahara reste algérien, alors que De Gaulle voulait le dissocier du reste de notre pays. Le Maroc est le seul pays africain qui n'applique pas le principe énoncé dans la charte de l'OUA sur l'intangibilité des frontières issues de la période coloniale. L'expansionisme marocain ne va pas rester sans réplique de notre part. Nous n'avons aucune revendication territoriale. Pourquoi le roi Hassan II négocierait-il avec nous? Nous ne demandons rien, nous n'avons rien à discuter. C'est avec le Polisario, seul représentant du peuple sahraoui, que le roi Hassan II doit engager des conversations, afin de rendre au Sahara occidental le libre choix de son avenir. Nous sommes pour la stabilité du Maroc. Hassan II est actuellement l'homme qui peut faire l'unité de son pays en allant à la table des négociations. Que ses amis l'y encouragent.

Propos recueillis par Edouard BAILBY

Guatemala: le massacre de San Martin de Jilotepeque

Poursuivis par les hélicoptères de l'armée, mille habitants tentent de se réfugier dans les collines

ARRIVE au pouvoir en 1978, le général Romeo Lucas a ouvert la période la plus noire du Guatemala, dont l'histoire est pourtant bien tourmentée. Le bilan provisoire est de trois mille victimes : massacre sélectif des démocrates, parmi lesquels des centaines de cadres, avocats, médecins, architectes et économistes. Le quotidien de Ciudad Guatemala, El Gráfico, en a publié une liste, qui reste incomplète.

Mais il y a des centaines d'anonymes. Ce sont les paysans jugés indociles, Indiens pour la plupart, dont la persécution se poursuit dans une quasi- indifférence de l'opinion internationale.

Ainsi, le 3 février dernier, des témoins ont pu donner des précisions sur un assassinat collectif qui a été organisé par l'armée dans le département de Chimaltenango, près de la petite ville de San Martin Jilotepeque, au nord-est de la capitale. La troupe a encerclé deux hameaux, à la tombée de la nuit, puis a brûlé toutes les maisons, tué les animaux domestiques et détruit avec des produits chimiques tout ce qui poussait dans les champs : maïs, blé, haricots. Environ mille habitants, qui s'étaient réfugiés dans les collines avoisinantes, ont été dès l'aube poursuivis par les hélicoptères, et le massacre a alors commencé. Les hommes ayant pour la plupart rejoint le maquis (d'où les représailles), ce sont surtout des femmes et des enfants qui figurent parmi les 85 victimes dénombrées dans une morgue voisine. Ce chiffre est malheureusement, selon toute vraisemblance, très au-dessous de la réalité.

Depuis la victoire de Ronald Reagan aux élections, la répression s'est accentuée de manière sensible. Les statistiques officielles annoncent, par exemple, 400 assassinats pour le seul mois de janvier 1981.

Antoine BLANCA

L'Angola accuse Reagan de déstabiliser l'Afrique

Le renforcement de l'axe Washington-Pretoria et l'éventuelle annulation de l'amendement Clark, qui interdit, depuis 1976, toute aide au mouvement rebelle de l'UNITA, constituent une menace directe à la souveraineté des pays africains

PAULO JORGE, ministre angolais des Affaires étrangères, a fait état ces jours-ci de la *« la particulière préoccupation »* du gouvernement de Luanda face aux menaces contre l'Angola que laisse planer la politique de l'administration Reagan en Afrique australe.

Le ministre angolais considère comme des *« instruments d'une opération de déstabilisation de l'Angola »* le renforcement de l'axe Washington-Pretoria et l'éventuelle annulation aux Etats-Unis de l'*« amendement Clark »*, qui interdit, depuis 1976, toute aide américaine, directe ou indirecte, à l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA) de Jonas Savimbi, mouvement d'opposition armée au régime angolais.

Des farceurs de l'UNITA

La nouvelle administration américaine aurait, en effet, envisagé de demander au Congrès l'abrogation d'un tel amendement. Jusqu'ici, le département d'Etat s'est refusé à confirmer ou à démentir une semblable démarche, qui, selon Paulo Jorge, conduirait à *« subventionner une organisation fantoche »*.

Luanda a par ailleurs dénoncé à diverses reprises l'invitation faite à Savimbi de se rendre aux Etats-Unis.

« En invitant les farceurs savimbistes qui ne représentent rien », le gouvernement américain *« se couvre de ridicule »*, a écrit le *Jornal de Angola*, qui a révélé qu'un membre de l'UNITA, *« un certain Chicunda »*, a séjourné à Washington au début du mois de mars.



L'armée sud-africaine multiplie ses incursions à l'intérieur du territoire angolais. (Photo Rush)

Paulo Jorge s'est déclaré convaincu que, si les menaces américaines se concrétisaient, *« l'Afrique entière ainsi que les nonalignés et les pays du camp socialiste seraient aux côtés de l'Angola pour faire face a une telle situation »*.

A ceux qui lui demandaient si, dans ce cas, l'Angola ferait appel à des nouvelles troupes cubaines, le ministre angolais a déclaré : *« Si l'administration Reagan entend mener une politique d'hostilité et d'agression contre l'Angola, le gouvernement angolais a le droit de faire appel à n'importe quel pays ami. Si on nous attaque, il est normal que nous nous défendions »*, ajoutant que l'Angola attend avec la sérénité habituelle une éventuelle décision américaine. Le ministre des Affaires étrangères de Luanda a, par ailleurs, indiqué que les *« agressions »* sud-africaines ont augmenté ces temps derniers et pris des formes très diverses.

Selon le ministre angolais, l'Afrique du Sud a intensifié les vols de reconnaissance en Angola et multiplié les incursions d'unités militaires par voies terrestre et aérienne.

Attaques sud-africaines

Pour Jorge, le régime de Pretoria justifie ces agressions en territoire angolais par le fait qu'existent des bases de l'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain (SWAPO). Or, a précisé le ministre angolais, les cibles des attaques sud-africaines ne sont pas les bases de la SWAPO, mais des objectifs économiques angolais situés dans les provinces du sud du pays : Kuando-Kubango, Kunene et Huila. Il a fait état de la destruction, par les forces sud-africaines, de ponts de chemins de fer, de routes, d'unités économiques et de centres agricoles.

Paulo Jorge a estimé également que les attaques sud-africaines visent à *« effrayer »* la population angolaise et à *« développer un mécontentement de la population, dans le vain espoir de voir changer la politique du gouvernement de Luanda à l'égard de la SWAPO »*.

« L'aide au mouvement de Sam Nujoma, a déclaré Paulo Jorge, *relève du devoir internationaliste de l'Angola.»*

La saga du «Parisien»

La cour d'appel de Paris a remis au 30 octobre sa décision concernant la validité du testament d'Amaury



Francine Amaury...

La cour d'appel de Paris a laissé en suspens jusqu'au 30 octobre l'épineuse question de la succession au *Parisien libéré*. De procès en appels, un frère et une sœur se disputent toujours la répartition de l'imposant « gâteau » — quelque 65 millions de francs — du groupe de presse créé par leur père, Emilien Amaury, décédé accidentellement d'une chute de cheval en janvier 1977. A l'origine du conflit : un problématique testament privilégiant la fille, déshéritant le fils. Mais, derrière cette « saga » familiale, se profilent d'autres puissants protagonistes...



... et son frère Philippe.

Le Parisien libéré ; à sa manière, un empire de la presse quotidienne. Le plus fort tirage des quotidiens du matin (plus de 300 000 exemplaires). Fort d'une conception quasi déiste du pouvoir patronal, Emilien Amaury régna. Vers la fin de sa vie, il lança sa bataille contre le syndicat du Livre ; ce dernier résista. A la mort du patron, l'intérim fut assuré...

Feu M. Amaury avait deux enfants : Francine et Philippe. Le fils, le malaimé, s'était assez tôt éloigné de l'orbite familiale. Francine, la choyée, s'occupait des affaires paternelles. De son vivant, le père lui avait déjà cédé 1 050 actions au sein de sa société. Plus ! un testament retrouvé, daté de mai 1968 (sic), lui octroyait la qualité d'unique héritière, au détriment du frère : « *La gestion et la propriété de mes actions de journaux et d'agence de publicité appartiennent par priorité à Francine...* » A savoir : *le Parisien libéré, l'Equipe* et l'OPG, la filiale publicitaire du groupe.

D'abord plutôt mollement, Philippe Amaury revendique ses droits de succession. Puis il choisira l'offensive. Entre le frère et la sœur, c'est le conflit ouvert devant les tribunaux. Le litige porte sur deux points : la validité du testament paternel (non signé, l'enveloppe seule comportant deux paraphes), contestée par le frère, et les 1 050 actions qui assurent à la sœur la majorité dans l'entreprise.

Deuxième round

Courant 1979, le tribunal de commerce confirme les droits de Francine Amaury sur lesdites actions. Au deuxième « round » juridique, le frère, qui demandait qu'elles soient réintégrées dans l'héritage à partager, obtient, sur ce point, une suspension de décision. Il est alors soutenu et financièrement épaulé par Jean-Claude Aaron, PDG de l'Union internationale immobilière (promoteur de la tour Montparnasse) et dont les sympathies politiques seraient giscardiennes... Quoi qu'il en soit, en janvier 1980, Aaron est coopté au conseil d'administration du *Parisien libéré*

Par le biais d'un référé auprès du Tribunal d'instance, nouveau rebondissement. En juillet 1980, le tribunal civil semble donner satisfaction de principe à Philippe Amaury : le gâteau d'héritage doit être consommable à parts égales. En ce qui concerne les 1 050 actions, la décision relève de la cour d'appel.

La procédure est longue. Au *Parisien libéré,* le PDG, André Fosset, est censé « arbitrer » le conflit des deux héritiers. Luttes de tendances et d'influences. C'est l'équilibre instable et les jeux de coudes entre partisans de l'un ou de l'autre camp. Si Claude Bouchinet-Serreulles, codirecteur de la publication, est l'allié de Philippe Amaury, G. Claude, secrétaire général adjoint, est celui de Francine.

Pourtant, le quotidien tient le cap et son « créneau ». S'il a perdu des lecteurs, il conserve néanmoins le monopole d'une très forte pénétration populaire avec ses douze éditions régionales, et un large impact sur les cinq départements de la couronne parisienne.

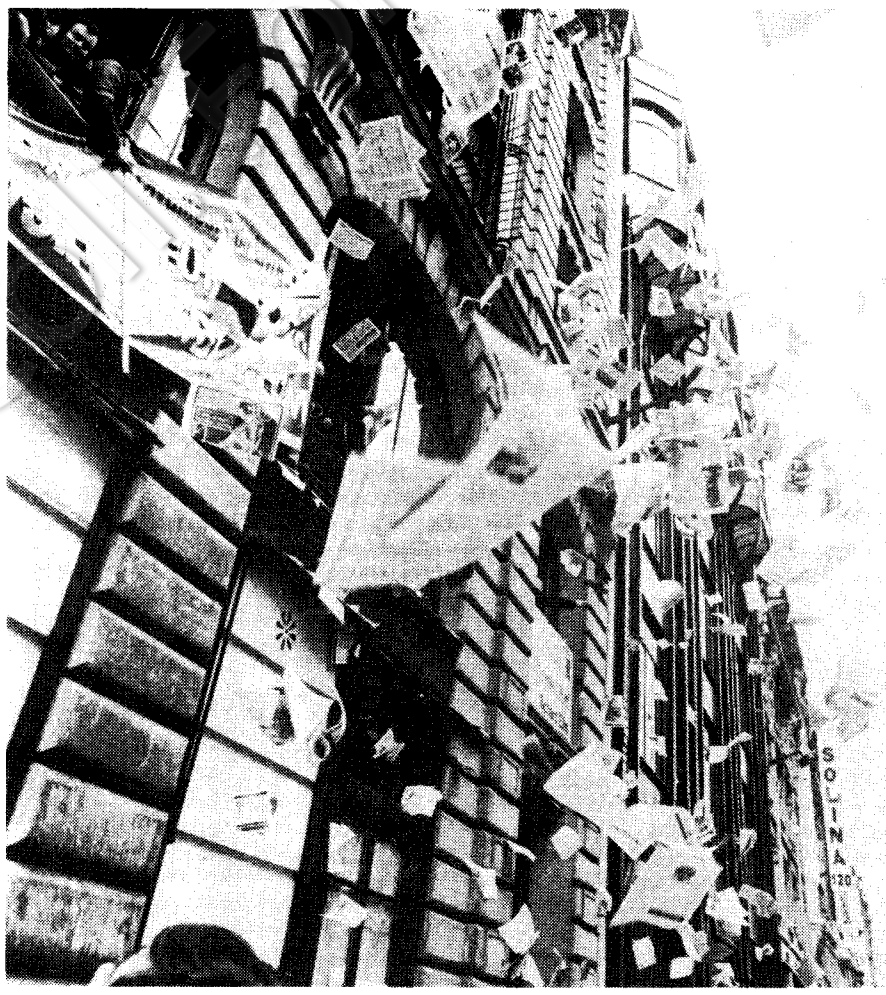
Le jeu des alliances

Avec Philippe Amaury et le groupe Aaron, *le Parisien libéré* prend une certaine orientation. Sports et faits divers dominants, gommage de l'idéologie raciste, et moins de politique... Une « *droite feutrée* », disent certains.

Dans le jeu trouble des alliances, au cours de l'été 1980, un nouveau personnage entre en lice pour soutenir Francine Amaury dans la bataille de l'héritage. Il s'appelle Maurice Brébart. Propriétaire de deux quotidiens et de deux hebdomadaires en Belgique, d'une imprimerie et d'une régie de publicité, c'est, lui aussi, un « grand héritier ». Avec de solides appétits financiers puisqu'il possède également un tiers du capital de *Femmes d'aujourd'hui* et de nombreuses actions au sein d'une société française, l'UNIDE. L'homme n'a jamais fait mystère de ses anciennes relations avec l'OAS ; certains éditoriaux « musclés » qu'il signe dans l'un de ses quotidiens de Bruxelles ne l'empêchent pas de se proclamer « *profondément libéral* ». M. Brébart prétend vouloir apporter une « *solution au délicat problème du groupe Amaury* » et se défend des sympathies chiraquiennes qu'on lui prête...

Un frère, une sœur, et un empire de presse. Des coulisses politico-financières et deux orientations pour un journal disputé. Un enjeu de taille, au-delà même de la décision du 31 mars de la cour d'appel. Le véritable épilogue, le « sort » du *Parisien libéré,* ne fera peut-être alors que commencer.

Jean-Jacques PIKON



4 décembre 1976 : en pleine bataille... (photo P. Ledru/Sygma)

L'empoisonneur atomique condamné

Noël Lecomte, qui avait dissimulé des déchets radioactifs dans la voiture de son supérieur, a été condamné, mardi, à deux ans de prison, dont quinze mois avec sursis, et à 5 000 francs d'amende par le tribunal de grande instance de Cherbourg. Noël Lecomte, qui a déjà effectué neuf mois de prison préventive, est donc libre.

C'EST bien une première qui s'est déroulée hier au tribunal de grande instance de Cherbourg, devant lequel comparaissait Noël Lecomte, vingt-huit ans, employé à l'usine de retraitement des déchets radioactifs de La Hague. Pour se débarrasser de Guy Busin, son chef de service, Noël Lecomte avait en effet placé trois bouchons radioactifs sous le siège de son véhicule, dans l'espoir que ce supérieur jugé par trop autoritaire soit muté pour maladie.

L'affaire remonte à tout juste deux ans. La toile de fond des débats de ce procès ne fut pas ce drame « passionnel », mais plutôt une mise en cause des règles de sécurité de l'usine de La Hague. Règles de sécurité qui ont été soigneusement laissées de côté. Ne dérangent-elles pas terriblement la direction de la COGEMA ? Comment, en effet, l'auteur de cet attentat au nucléaire a-t-il pu sortir ces queusots ? Mais, surtout, comment la victime a-t-elle pu, avec ce « colis piégé » sous les fesses, entrer et sortir pendant plusieurs mois sans alarmer les détecteurs ?

La réponse est plus courte que la question : ces détecteurs n'existaient pas jusqu'à cette affaire. Seul l'avocat de la défense évoqua la notion de rendement qui se fait au détriment de la sécurité commune chez beaucoup, et notamment chez Guy Busin. Noël Lecomte, par son geste excessif, a voulu provoquer une « réforme des consignes de sécurité ». Les problèmes évacués hier ne semblent pas prêts d'être réglés.

Noël Lecomte ressemble plus à une victime qu'à un assassin. Consciemment ou inconsciemment, n'est-il pas le révélateur du désespoir latent d'une population qui n'a d'autre alternative que de marcher avec le nucléaire, puisque toute l'économie de la région est aujourd'hui basée dessus, employer la violence ou partir pour d'autres cieux moins atomisés ?

Philippe RUCHMANN

Nouveau recours pour Nogent

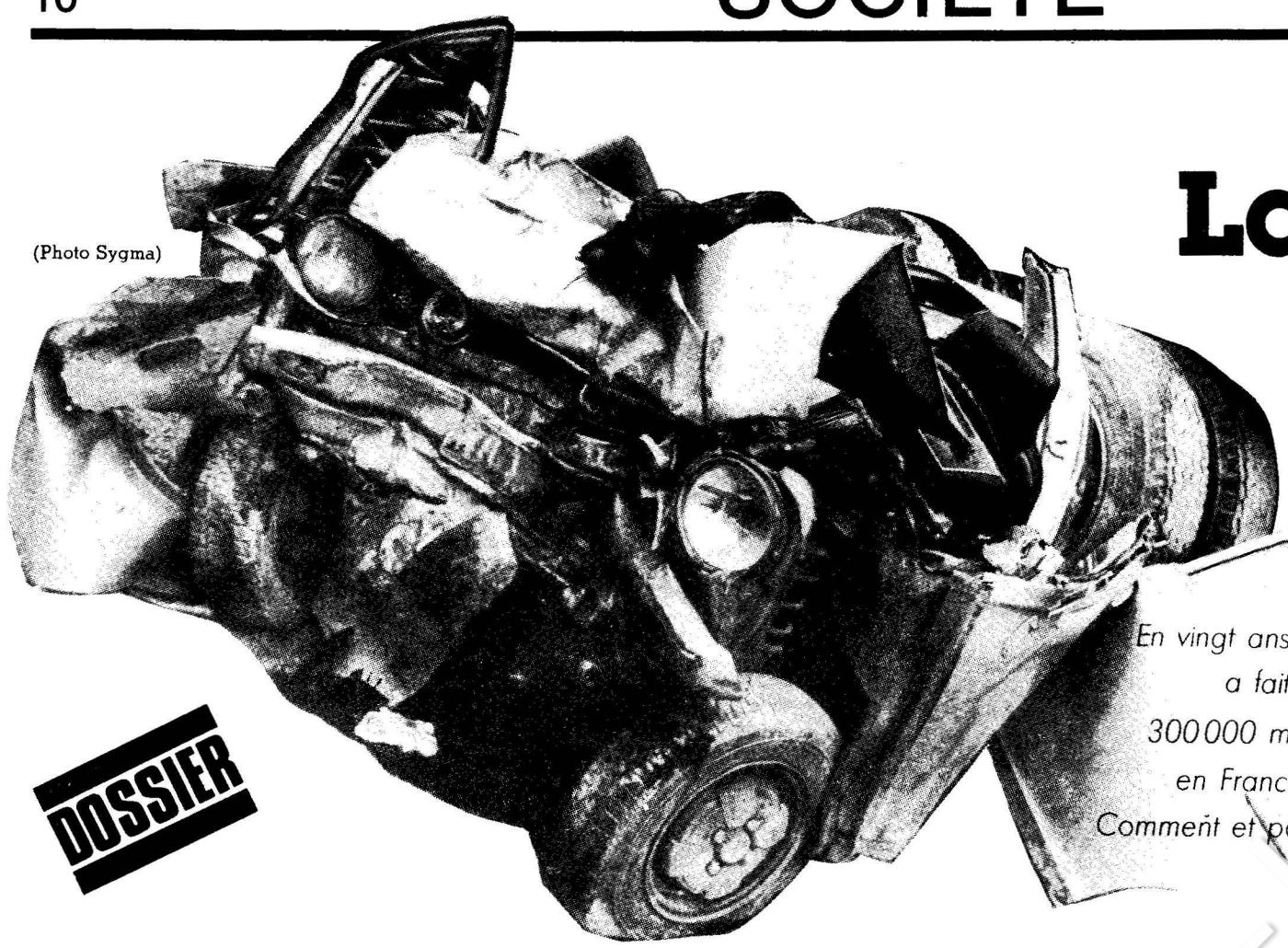
LE site de la future centrale de Nogent-sur-Seine (à quatre-vingts kilomètres en amont de Paris) continue de susciter des inquiétudes. Après l'avis favorable des commissaires enquêteurs autorisant le début des travaux, c'est au tour de la puissante Fédération française des sociétés de protection de la nature de prendre position. Le 28 mars 1980, elle engage une procédure en Conseil d'Etat. Aujourd'hui, elle demande purement et simplement un requête en sursis à exécution.

« *Nous souhaitons porter au niveau national le dossier de la centrale de Nogent-sur-Seine car, compte tenu de la dimension exceptionnelle des problèmes d'environnement que soulève son implantation, il ne paraît pas possible de laisser un organisme public doté de tels moyens d'étude, de recherche et d'information présenter un dossier aussi médiocre techniquement (...).* » C'est dans ces termes que la FFSPN s'adresse publiquement au président de la République, lui demandant de prescrire une nouvelle enquête publique. La FFSPN, par la voix de Christian Garnier, expert en problème d'hydrologie, prononce un véritable réquisitoire : imbroglio juridique, oublis majeurs tels la dispersion des rejets et le refroidissement des eaux, les « manques » comme l'état radio-écologique et l'étude hydrobiologique, les conditions de l'enquête... tout y passe.

Quant au choix du site, on sait qu'il se trouve dans une zone où même le ministère de l'Environnement envisageait la création d'une réserve naturelle pour la richesse de sa faune et de sa flore. La parole est maintenant au Conseil d'Etat qui a à se prononcer avant quatre ou cinq mois.

Rappelons également qu'il doit statuer sur un autre recours pratiquement similaire que lui a adressé un collectif comprenant des associations écologiques, de consommateurs et de cadre de vie appuyé entre autres par le conseil général de Seine-et-Marne.

Denis DANGAIX



(Photo Sygma)

La mort au bout du chemin

En vingt ans, la route a fait 300 000 morts en France. Comment et pourquoi?

par Philippe BALLAND, Carine LENFANT et Jean WEBER

DOSSIER

La semaine prochaine ce sera sur les routes le grand rush des vacances de Pâques. Un exode comme les autres entre soleil et pluie. Un grand mouvement de gens et de véhicules qui, quelles que soient les précautions et les recommandations, se traduira inéluctablement en chiffres. Heures perdues dans les encombrements, bien sûr, et millions de litres de carburant brûlés. Mais aussi accidents, morts et blessés.

En vingt ans, les routes françaises ont fait quelque 300 000 morts et 6 000 000 de blessés. Soit, rien que pour le chiffre des morts, trois fois le bilan d'Hiroshima. Quant aux blessés, il suffit d'imaginer Paris *intra muros*, exclusivement peuplé de mutilés.

Aujourd'hui, malgré les déclarations officielles du type : « *Tout doit être fait pour sauver des vies* », le bilan du Comité interministériel de la sécurité routière est amplement négatif. La France détient le triste record du monde de la mortalité par accident de la circulation routière, avec une moyenne proche de 33 morts par 100 000 habitants et par an.

L'insécurité routière

En matière d'accident, les chiffres prouvent que la France détient de lugubres records

C'EST en 1896, en Angleterre, que l'on a relevé les deux premières victimes de la route. Depuis, le nombre de morts dus aux accidents de la circulation n'a cessé de grimper. A la fin des années 50, les chiffres ont atteint de tels sommets que l'on pouvait parler d'hécatombe. 100 000 morts par an dans le monde, dont 40 000 aux Etats-Unis. L'Europe allait rapidement relever le défi américain, avec 15 000 tués en France en 1960.

Puis, l'automobile entrant dans les mœurs et devenant un ustensile, la mortalité routière a chuté. M. Jean Manevy, auteur d'un livre consacré aux accidents de la route, *Ça n'arrive qu'aux autres*, aux éditions Balland, constate : « *En vingt ans, de 1952 à 1972, le taux de mortalité pour 10 000 véhicules a baissé dans les pays très développés : Japon — 92 %, Allemagne — 87 %, Italie — 55 %, Grande-Bretagne — 48 %. Cependant, en France, il n'a diminué que de 8,7 %...* »

En 1980, près de 13 000 personnes ont trouvé la mort sur les routes françaises. Un bilan qui devrait être encore plus lourd. En effet, pour les statistiques, officiellement, un « mort de la route » est celui qui est tué sur le coup ou bien qui décède dans les six jours suivant l'accident. Sur les 90 000 blessés graves par an, combien d'entre eux succombent après les six jours fatidiques ?

En 1980, il s'est produit 253 208 accidents de la circulation dans l'ensemble de la France, dont 170 061 dans les zones urbaines. Les deux tiers des accidents ont donc eu lieu dans les agglomérations où l'on a relevé 60 % des 350 000 blessés. Pourquoi tant d'accidents et de blessés dans les villes ? 12 % sont dus à la vitesse, 20 % au non-respect des priorités, 8 % à un changement de direction intempestif, 5 % à l'ivresse, 5 % à l'inobservation des feux, 4 % au mépris du stop, 3 % au mépris des piétons. Pour les autres 43 %, on trouve souvent une autre forme d'indiscipline. Les 3 500 tués dans les villes sont : 35 % de piétons, 35 % de passagers et de conducteurs de deux-roues et 30 % d'automobilistes.

Cependant, la ville est moins meurtrière que la route. 70 % des morts surviennent sur les autoroutes, les nationales et les départementales, soit 8 752. Les accidents sont moins fréquents sur les autoroutes, mais le nombre de tués pour cent accidents est le même, 13,8, que sur les autres voies. Jean Manevy énumère les circonstances et les causes de ces accidents : « *La chaussée mouillée a fait 1 538 morts, le verglas 186, et les gravillons 61. 2 016 personnes ont été tuées à un croisement de routes, 528 à l'occasion d'un dépassement. Les collisions frontales ont été les plus meurtrières avec 2 891 morts. En revanche, les collisions en chaîne n'ont fait « que » 140 morts.* »



« Sur les 90 000 blessés graves par an, combien d'entre eux succombent après les six jours fatidiques ? »

Les statistiques ont révélé les lieux et les circonstances des accidents, mais quand se produisent-ils ? Leur nombre est impressionnant aux mois de juillet et août ; pourtant les mois les plus meurtriers sont ceux où il se produit le moins d'accidents, novembre et février. Pour le plus surprenant, l'hiver tue plus que l'été. Quant aux heures dangereuses ? La plupart des conducteurs ont pris l'habitude de rouler la nuit pour revenir de week-end après le dernier rayon de soleil, ou pour éviter les encombrements. Résultat, plus de 50 % des accidents sont mortels quand ils ont lieu entre 9 heures du soir et 9 heures du matin. Paradoxe, les heures meurtrières correspondent aux heures auxquelles Bison futé recommande aux automobilistes de prendre la route...

La lecture de ces chiffres peut faire froid dans le dos, mais ceux qui suivent sont terrifiants. Ces dernières années, le ministère de la Santé a constaté une hausse de la mortalité des jeunes gens. Les accidents de la circulation entrent pour 72 % dans la mortalité des jeunes de quinze à vingt-quatre ans, et pour 38 % entre vingt-cinq et quarante-quatre ans.

Seule la France n'arrive pas à stopper cette hémorragie. Les campagnes paternalistes sur les problèmes de la vitesse et de l'alcoolémie ne passionnent plus que leurs auteurs.

Il reste, aujourd'hui, 11 000 kilomètres de voies à adapter au trafic moderne. Ces « points noirs » tuent chaque année. Pourtant, la modernisation de ces routes reviendrait à 50 milliards de francs, en quinze ans. A peine plus que les 40 milliards que coûtent les accidents de la route, en soins et indemnités, à la nation en une année. ■



Révisions manquées

Il est indispensable d'être sûr du bon état de sa voiture

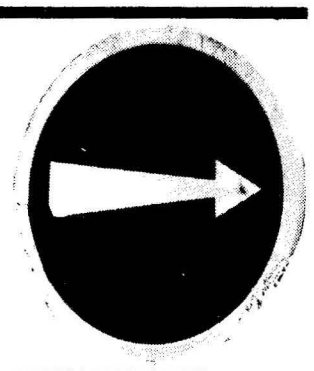
ROULEZ dans ce qui « du dehors » ressemble à une voiture bien entretenue, et une fois sur deux, dès cette minute, vous êtes en danger.

En 1978, les défaillances mécaniques ont causé directement plus d'un millier d'accidents. Sur autoroute, cette cause est, si l'on peut dire, plus efficace encore. Près de 15 % des accidents.

Premier point noir : l'éclairage. Plus de 50 % des automobiles roulent avec des projecteurs déréglés, mal montés, insuffisants. Viennent ensuite : la suspension. 25 % des véhicules sont équipés d'amortisseurs en mauvais état. Conséquence : défaut d'adhérence, mauvaise tenue de route, freinage inefficace. 14 % des voitures présentent un défaut de direction « pouvant mener à la rupture ».

Enfin, 10 % des véhicules se déplacent sur des pneumatiques abîmés ou usés. On estime à 80 % la proportion des pneus sous-gonflés : danger d'éclatement. ■

« Premier point noir : l'éclairage. Plus de 50 % des automobiles roulent avec des phares déréglés... »





(Photo Sygma)

Au cours d'une simulation, les services de la Prévention routière reconstituent la lutte pour la vie.

Un permis de tuer?

Tout le monde le dit et depuis longtemps déjà : le permis de conduire est parfaitement inadapté

Chaque année, en France, un million de nouveaux conducteurs prennent la route et causent trois fois plus d'accidents que les titulaires d'un permis de conduire de plus de dix ans. C'est dire la faiblesse de l'examen, et surtout de l'enseignement donné par les auto-écoles françaises. La maîtrise du véhicule n'est donc pas acquise au cours des leçons, mais « sur le tas », une fois le papier rose en poche.

LES statistiques des assurances dressent un constat accablant des accidents causés par les conducteurs novices, qui ne sont pas toujours des jeunes. L'imprudence, le non-respect des signalisations, l'inattention, les mauvais réflexes, sont souvent à l'origine de ces accidents. En deux mots, il manque, à ces conducteurs, l'expérience. Leur formation semble donc insuffisante. De plus, l'examen final paraît trop souvent être la seule aspiration des élèves, et sa réussite ne signifie pas toujours une réelle aptitude à la conduite.

Il y a quelques années, l'examinateur jugeait les candidats en fonction de son idée personnelle de la bonne conduite, après quelques manœuvres du véhicule, un bref parcours en ville, suivi de la « récitation » de certains articles du code. Aujourd'hui, cet examen n'a guère évolué. Le test de conduite est toujours aussi approximatif... Seule l'épreuve du code a été améliorée. Les candidats n'apprennent plus par cœur des listes d'obligations et d'interdictions qu'ils s'empressaient d'oublier, une fois reçus.



« 15 000 accidents sur la voie publique à Paris en 1979 »

La recette pour réussir l'épreuve pratique : n'écraser aucun piéton, ne pas brûler de feu rouge ni griller de priorité, et, surtout, réaliser un créneau de tout premier ordre... Bravo pour votre papier rose, mais surtout bonne chance ! Car il vous en faudra pour éviter les pièges de la circulation... Ce n'est pas sérieux. Il est temps d'apporter des améliorations à cette épreuve.

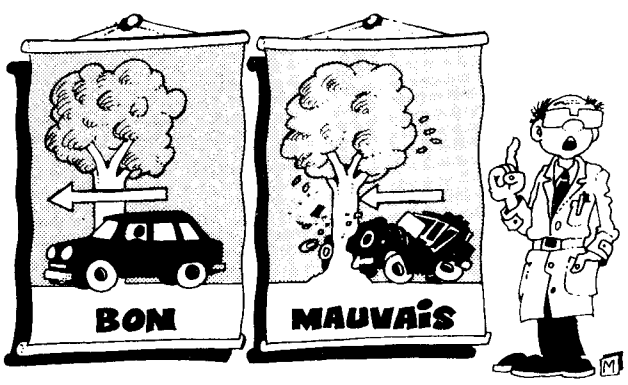
Michel Roche, de la Prévention routière, répond : *« On envisage de faire précéder le test de conduite en circulation par une épreuve de contrôle de la trajectoire du véhicule sur une aire de manœuvres. De plus, on pense à une épreuve de conduite pendant laquelle le candidat serait seul au volant, relié par radio avec l'examinateur, qui le suivrait dans une autre voiture. Cela aurait l'avantage de créer des conditions plus proches de celles que connaît le nouveau conducteur dès qu'il a obtenu le permis. »* Ces réformes, qui ont déjà été instituées pour le permis-moto, en 1980, ont contribué à la nette amélioration de la valeur des quelques milliers de nouveaux motards.

Les perfectionnements de l'enseignement de la conduite doivent aller de pair avec ceux de l'examen du permis. Le futur conducteur ne doit pas seulement apprendre à conduire, il doit aussi s'initier au pilotage. Actuellement, ce n'est pas le cas. La plupart des moniteurs ont la fâcheuse tendance de faire tourner leurs élèves sur le même circuit, le plus souvent celui de l'examen. Ainsi, ces futurs conducteurs, qui ont assimilé toutes les embûches du parcours, ne savent conduire que sur... une dizaine de kilomètres.

La principale cause de l'inexpérience des nouveaux conducteurs réside, cependant, dans le prix des leçons. L'heure de conduite varie, selon les auto-écoles, entre 80 et 90 francs. De ce fait, les jeunes qui ont économisé franc par franc pour « passer le permis » se présentent à l'examen avec un minimum d'heures de conduite, parfois guère plus d'une dizaine. L'augmentation, de près de 100 % en cinq ans, des prix des auto-écoles constitue la « faiblesse » de la formation

La préparation de l'examen par des leçons individuelles achetées à l'unité n'est plus la seule façon d'enseigner la conduite. Certaines écoles proposent des stages au cours desquels les élèves reçoivent un enseignement collectif. Hélas ! leur coût est très élevé, plus de 3 000 francs. Toutefois, Michel Roche souligne les qualités de cette nouvelle formation : *« Ces stages permettent d'organiser des discussions et de faire jouer l'émulation. L'enseignement collectif, s'il est animé par un pédagogue qualifié, développe les attitudes et les motivations qui influencent largement la sécurité de la conduite. »*

Une fois le papier rose en poche, les qualités du nouveau conducteur sont reconnues à vie. Elles ne seront que rarement remises en cause. Seuls les gendarmes et surtout les radars pourront lui suspendre son permis. Dans ces conditions, il faudra attendre son premier accident grave pour que l'on se rende compte qu'il n'était pas un bon conducteur... ■



Allo, SAMU !

Mercredi 10 heures du matin, au PC du SAMU de Paris, situé à l'hôpital Necker, le téléphone grésille : « Un motard a été renversé par une voiture à la hauteur de la porte d'Italie. » Le médecin régulateur de garde, le docteur Martinez, pose quelques questions pour mieux juger de la gravité de l'appel, qui émane cette fois d'un particulier. Il décide d'envoyer aussitôt celle des ambulances SAMU qui se trouve le plus près de l'accident.

Six « hôpitaux à roulette » stationnent dans Paris, respectivement : à l'hôpital Necker, au Grand-Palais, à Lariboisière, à l'Hôtel-Dieu, et à Saint-Antoine. Il leur faut moins de cinq minutes en moyenne pour arriver sur les lieux.

A l'avant des voitures blanches, deux policiers secouristes. A l'arrière, un médecin, généralement réanimateur anesthésiste, et une infirmière ou un étudiant en médecine.

La sirène est actionnée; dans leur rétroviseur, les automobilistes peuvent lire l'inscription SAMU, qui est peinte pour cela à l'envers. Ils se rangent sans difficulté. L'équipe se penche bientôt sur le blessé. « Il est sans connaissance et saigne abondamment du nez », avait déclaré le témoin affolé. Le diagnostic est précis : fracture du tibia, traumatisme crânien.

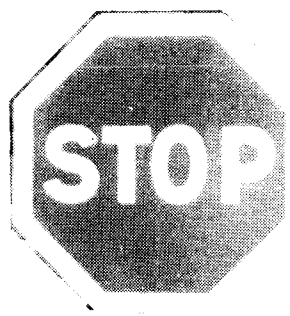
Pendant que le médecin tente de le réanimer — il n'est pas question de le transporter avant que les fonctions vitales de respiration et de circulation soient rétablies —, l'infirmière reste en liaison radio avec le SAMU, qui se charge de lui trouver un lit. Le motard sera sauvé.

En 1979, il y a eu quinze mille accidents sur la voie publique à Paris, qui ont fait dix-huit mille blessés. La moitié ont été pris en charge par Police-Secours, l'autre par le SAMU. « Avant que le Service d'assistance médicale d'urgence ne soit créé en 1976, explique le docteur Martinez, bien des agonisants étaient morts à leur arrivée à l'hôpital. » ■



Un drame de tous les jours. (Photo Mavineau/Sygma)

« N'écrasez aucun piéton, ne brûlez pas de feu rouge, ne refusez pas de priorité... et évitez les pièges de circulation ! »



Refus de priorité

ALAN JONES fulminait, dimanche, à l'arrivée du Grand Prix du Brésil. Il venait pourtant de réaliser une excellente prestation en terminant deuxième. Deuxième, certes, mais derrière Carlos Reutemann, son coéquipier. Et cela, le bourru Australien ne peut le supporter. Si une Williams doit l'emporter, cela doit être la sienne, pas une autre.

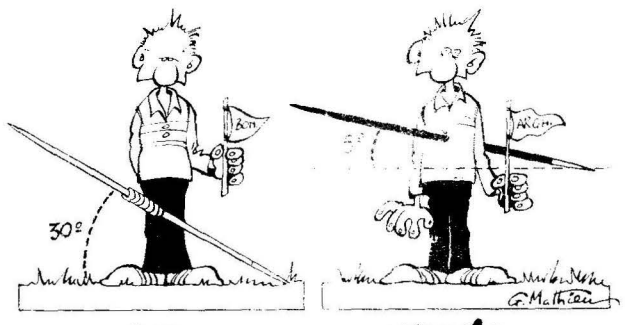
Mais quelle mouche (brésilienne) avait piqué le bel Argentin ? Il a en effet tout bêtement omis de laisser passer Jones... Le panneau que lui mettait sous les yeux son mécanicien était pourtant explicite : « Jones premier, Reutemann deuxième. » Alors, pourquoi cet entêtement indigne d'un « véritable sportif » ? D'autant qu'une clause de son contrat stipule qu'il doit se « coucher » devant son chef de file...

Inexcusable pour Jones, cette « faute professionnelle » nous apparaît en revanche extrêmement saine. Son attitude est celle d'un homme qui a décidé de ne plus brader ses qualités. Il pilote pour gagner et non pour servir de faire-valoir à un champion du monde peu scrupuleux.

Ainsi, Reutemann a rappelé à Franck Williams et par la même occasion aux autres directeurs d'écurie qui imposent leur loi en formule 1 qu'ils ne pouvaient encore se substituer totalement au pilote. Tout le monde n'est « pas à vendre »...

Philippe BALLAND

LE LANCEMENT DU JAVELOT EN DEUX LEÇONS



Guerre froide pour un sport de glace

Après ses échecs, l'équipe de France est décidée à vaincre

L'ASSOCIATION des sports de glace de Tours (ASGT) s'est qualifiée samedi pour les demi-finales de la Coupe de France de hockey sur glace en battant Viry 10 à 2 (16 à 2 au match aller). Elle retrouvera dans deux semaines, Grenoble, l'équipe qui l'a dépossédée de son titre de champion de France cette saison.

Nous avons demandé au président de l'ASGT, Albert Pasquier, de nous présenter son club.

A. P. — Nous avons construit une équipe qui a gravi tous les échelons en sept années. La progression a été continue depuis notre titre de champion en nationale C. Vainqueur de la Coupe de France en 1975 et 1978, nous avons terminé à la seconde place de la nationale A en 1979 et, enfin, nous sommes devenus champion en 1980. Le club comprend cent soixante-dix licenciés et des équipes de jeunes depuis les poussins jusqu'aux juniors.

Concernant l'équipe fanion, huit joueurs sont issus de la région de Tours sur les dix-neuf qui la composent. L'entraîneur canadien Richard Jamieson peut compter sur des éléments de valeur dont la pierre angulaire est le Québécois Paulin Bordeleau qui est arrivé cette saison.

Nous faisons un effort financier certain en faveur de nos joueurs auxquels nous demandons six entraînements par semaine. Il est logique de leur verser un manque à gagner qui est d'environ 2 500 francs mensuels durant sept mois. De plus, ils ont des employeurs compréhensifs.

— *Tours a terminé second du championnat et a perdu le titre. Vous parvenez donc à soutenir la comparaison avec les clubs alpins. Est-ce difficile ?*

A. P. — Grenoble a remporté le titre, mais nous avons posé deux réclamations (le 26 décembre et le 24 janvier). C'est maintenant une affaire juridique car une requête a été déposée auprès du parquet de Paris. En effet, Grenoble a joué avec un second joueur étranger après que le premier ait obtenu sa naturalisation pendant le championnat. Or, l'article 5 de la page 8 du règlement du Comité national de hockey sur glace stipule que le joueur étranger doit être le même durant toute la saison. Il ne peut être remplacé en cours de championnat que s'il est victime d'une incapacité physique. Ce qui n'était pas le cas pour Grenoble.

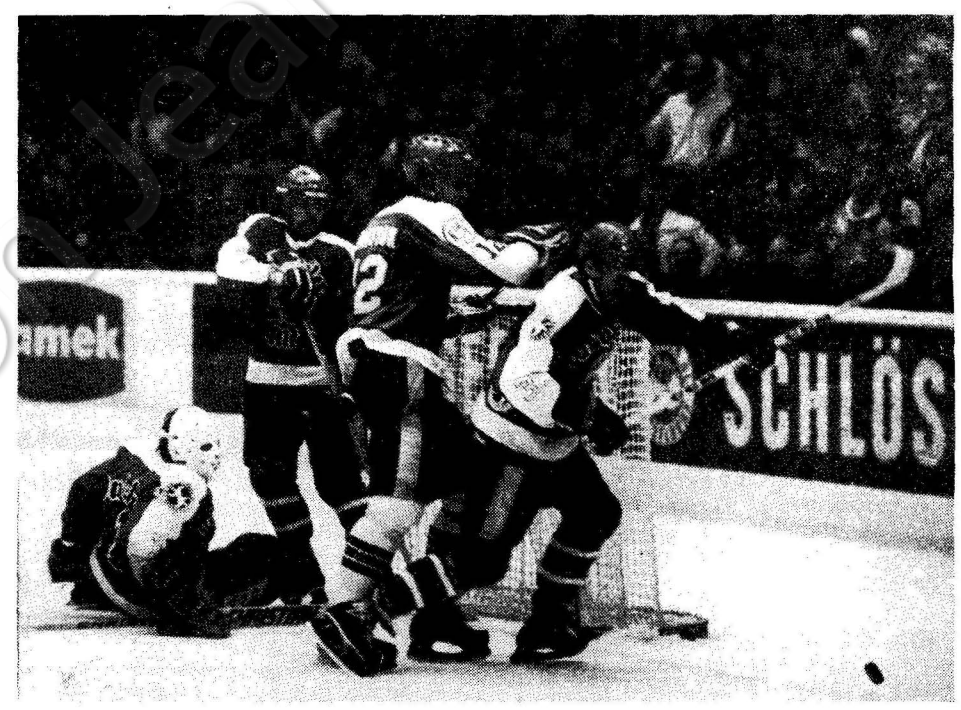
En fait, les règlements sont faits pour les clubs alpins, qui représentent les 3/5e des voix à la fédération.

— *Vos relations avec la fédération sont-elles difficiles ?*

A. P. — J'ai l'impression que tout est fait pour contrer Tours. La fédération veut maintenant limiter le transfert à un joueur seulement tous les trois ans pour un même club. Le résultat est que les clubs vont s'attacher les services d'un super joueur et tout joueur moyen qui voudra changer d'air sera condamné à rester dans un club qu'il voudra quitter. J'espère que les joueurs vont réagir à cette situation.

De plus, le bilan du hockey français est catastrophique. L'équipe nationale a subi un gros échec en Chine et a seulement réussi à devancer la Corée et l'Angleterre. Les juniors viennent de terminer derniers des championnats du monde B. Pour tenter de remédier à cela, je propose à la fédération un calendrier rationnel de quarante-cinq rencontres de championnat qui se terminerait à la fin du mois de février. L'équipe de France pourrait ensuite se préparer sérieusement et elle gagnerait en cohésion.

Propos recueillis par Félix CHIOCCA



En RFA, un match Duisbourg-Dusseldorf. (Photo Sven Simon/SAM)

AU SPRINT

• **CYCLISME. YVES HEZARD** a remporté le prologue du Tour du Tarn et du Rouergue à Mazamet. Sous une pluie violente, le Nivernais a devancé Francis Castaing et l'Irlandais Stephen Roche. Jean-René Bernaudeau est deuxième à 3"50".

• **HOCKEY SUR GAZON - COUPE INTERCONTINENTALE (MESSIEURS).** La Belgique a battu la France par deux buts à un en match du groupe B de la Coupe intercontinentale masculine de hockey sur gazon, mercredi, à Kuala Lumpur.

• **FOOTBALL. CORPORATIFS.** Le tirage au sort des quarts de finale de la Coupe nationale corporative a été effectué mardi au siège de la FFF. Les rencontres auront lieu le 11 avril à 15 heures sur le terrain du premier nommé (il n'y aura pas de match retour) :

— Abeilles Le Havre/Unic Iveco Trappes

— Banque de France Paris/Municipaux Nancy

— Graja Toulouse/Sapeurs pompiers de Besançon

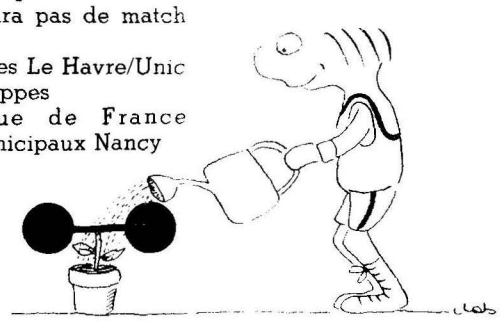
— Bizzichelli Toulouse/Serel Nice.

• **FOOTBALL. L'EQUIPE DE RFA DES MOINS DE VINGT ET UN ANS** a battu celle d'Espagne par 3 buts à 1 à Coblence.

Les buts ont été marqués par Schatzschneider (28e), Matthaeus (35e) et Littbarski (74e) pour la RFA. Julio-Suarez a inscrit le but de l'Espagne sur coup franc (61e).

• **CYCLISME. TROPHEE PANTALICA.** Le Suédois Tommy Prim a remporté mardi la septième édition du Trophée Pantalica qui se disputait à Syracuse en battant au sprint son compagnon d'échappée, l'Italien Vladimiro Panizza.

• **TENNIS. PASCAL PORTES** a éliminé l'Américain John Sadri au premier tour du tournoi de Francfort, sur le score de 6-4, 6-3. Sadri est classé vingt et unième joueur mondial au classement ATP.



Une affaire de famille

Phil Mahre a remporté la Coupe du monde de ski au nez et à la barbe de Stenmark... et grâce à la complicité de son frère Steve

Pour la première fois de son histoire, la Coupe du monde de ski a consacré un Américain, Phil Mahre. Dimanche à Laax (Suisse), il a en effet soufflé le trophée 1980-81 au Suédois Ingemar Stenmark. Cette victoire partage une nouvelle fois le monde du ski en deux camps, les partisans de la spécialisation à outrance et ceux de la complémentarité.

ABATTU, Stenmark vient d'échouer, pour la troisième année consécutive, dans la Coupe du monde. Déjà, l'an passé, et ce malgré une impressionnante série de victoires en slalom, le Suédois avait laissé échapper le titre au profit du régulier sujet de la principauté du Liechtenstein, Andreas Wenzel. Pourtant, Stenmark est toujours considéré comme le meilleur skieur actuel.

Quelles sont les raisons de ces échecs successifs ? En premier lieu, sa profonde aversion pour la descente. Stenmark, une « poule mouillée » ? Non, le champion olympique a déjà fait preuve, à l'occasion des slaloms, de témérité pour se glisser entre les portes, grapillant ainsi les centièmes de seconde qui le mettaient hors de portée, si ce n'est « hors course »... Mais, dès que se présente devant lui le « mur de la peur » qu'affectionnent tant les Canadiens, Stenmark est paralysé, méconnaissable. Il est vrai qu'il avait essayé, il y a deux ans, de surpasser son trac, et qu'une sévère chute sanctionna sa tentative.

Depuis, le Suédois ne se consacre plus qu'aux slaloms. Dans ces conditions, il ne peut compter que sur son brio. Mais de nos jours la classe ne suffit plus, il faut être un skieur complet. Phil Mahre l'est, et son titre n'est que justice... Jamais, depuis les exploits de Jean-Claude Killy, un champion n'avait brillé avec autant d'éclat dans les trois disciplines. Remportant trois des cinq combinés inscrits cette saison, Mahre a encore un peu éloigné la menace de la spécialisation à outrance.

Après avoir baroudé pendant plus de sept ans au sein du cirque blanc, l'Américain a donc apporté à son pays son premier titre en Coupe du monde. Un succès qui fut bien difficile à obtenir. Lorsqu'il s'est présenté au départ du dernier slalom géant de la saison, dimanche à Laax, Mahre n'avait qu'une angoisse : que son frère jumeau, l'excellent Steve, ne lui subtilise les quelques points qui lui étaient nécessaires. Mais la famille avant tout, et Steve a manifestement « levé le ski » sur les deux tracés. Il ne lui restait plus qu'à fêter la victoire de Phil autour d'un hamburger...

Phil d'ALBAN



Anne Gaillard. (Photo Pascal Lebrun)

INTERVIEW

La consommation n'est plus ce qu'elle était

Anne Gaillard s'explique dans un livre-document

« *Je n'ai jamais considéré que le fait d'être parvenu à des situations sociales importantes, ministre, parlementaire, président de ceci ou de cela donne droit à de la déférence.* » Anne Gaillard n'a pas changé. Près de deux ans après avoir été chassée de France Inter, où son émission était pourtant une des plus écoutée, elle n'a surtout rien renié de ses principes. C'est, en tous cas, ce qu'elle indique dans un livre intitulé *un Combat perdu d'avance ?*

Celle qui fut le véritable pionnier du consumérisme en France, celle qui a multiplié les croisades qu'on aurait pu croire impossibles contre le sucre, les agences matrimoniales, les abus des fabricants de cosmétiques, etc., celle qui s'est imposée grâce à un mélange explosif de rigueur, d'obstination et d'insolence, raconte et — le temps de la réflexion aidant — s'explique. Or, ce qu'elle décrit ne manque pas d'inquiéter.

Cet univers tout puissant de la radio et de la télévision, par exemple. Il est, en fait, le royaume de la combine et de la médiocrité, placé sous le règne d'une bureaucratie abêtissante. Il est d'ailleurs significatif que l'émission d'Anne Gaillard, qui devait logiquement s'en tenir à un vain babillage pour ménagères distraites, ait pu se maintenir, alors qu'elle sortait des normes. Elle a finalement été sacrifiée autant à cause du caprice d'un technocrate que des pressions qu'elle suscitait de la part d'interlocuteurs influents.

« *C'est le hasard*, estime l'intéressée, *qui a fait que j'ai pu, pendant trois ans, incarner... une force qui était le contraire du béni oui ouisme habituel. Assez vite contestée, j'étais tout de même appréciée et ressentie par le public. Cet intérêt était dû à mon absence de concession et au fait que j'y croyais : cela, l'auditoire le comprenait.* »

Evidemment, on a pu être irrité par le discours souvent péremptoire, quelquefois même injuste, qui fut le sien. D'ailleurs, elle non plus n'hésite pas à revenir sur certaines querelles à l'occasion desquelles ses positions ont été mal comprises. Il n'empêche que l'on peut juger, aujourd'hui, de ce qu'elle représente et admettre que son comportement de passionaria irréductible était aussi le garant de son intégrité.

« *En fin de compte, ce que j'essayais de faire*, résume-t-elle, *c'est tout bonnement de la prévention.* » Pourtant, on a préféré la faire taire. Femme de radio, il ne lui restait plus, pour s'exprimer, que la ressource d'un de ces « *non-livres* », construits autour d'une interview, dont elle avait pourtant dénoncé la prolifération. Mais qu'on se rassure. A défaut de s'affirmer comme un écrivain accompli, Anne Gaillard assène vigoureusement quelques vérités et démontre que, d'une manière ou d'une autre, son combat continue.

Antoine SILLON

• Un combat perdu d'avance ? *Lettres nouvelles, Nadeau, 290 pages.*

LIVRES

Les amours mortes

«Coucher de soleil», de Bernard Lambert

LA mort est illusion. Elle est une expérience impossible à transcrire. Chercher à s'approprier sa réalité est un combat perdu d'avance. Une quête sans fin où chacun s'épuise.

Celui qui veut quand même tenter cette aventure doit alors limiter son ambition à la narration d'une apparence, au compte rendu d'un spectacle qui, de surcroît, se donne ailleurs, chez l'autre : la mort de l'autre.

Les manifestations du cancer sont à cet égard d'une complaisance particulièrement cynique. L'annonce brutale d'un mal irréversible, les signes extérieurs qui en ponctuent l'évolution, sont toujours tragiquement spectaculaires... Et lorsque le rideau tombe, après quelques rémissions trompeuses, qui apparaissent comme autant de relances d'intérêt, tout est dit. On peut écrire le mot « fin », et aller souper en ville. La vie continue. Elle n'a d'ailleurs jamais cessé. Pour nous.

Dans *Coucher de soleil*, malgré l'utilisation sans scrupule de cette macabre représentation, Bernard Lambert, alias Bruno Ligure, ne parle pas réellement de la mort de l'autre. Il ne parle au fond ni de la mort, ni de l'autre, mais de lui, de son incapacité d'aimer. Il nous avoue cette impuissance. Non pas, comme il le prétend à la dernière ligne : « *Je n'aime plus* », mais comme il nous le suggère, en filigrane, tout au long de son récit : « *Je n'ai jamais aimé, jamais pu aimer* ». Tout au moins ici. Avec nous, au milieu de nous tous. Ailleurs, peut-être ? *Aimer ailleurs*, le titre de son premier roman.

La jeune femme, Pascale, qui meurt dans *Coucher de soleil*, est une amie d'enfance. Un amour qui aurait pu exister, autrefois. Mais au présent, B. L. n'aimera pas, cette fois encore, car Pascale cesse déjà d'être une femme. Son visage se rétrécit de jour en jour, son corps fond, déshabitant sa chemise...

Quant à l'autre femme, son épouse, Emma, il ne l'a jamais aimée. Pour nous en convaincre sans payer le prix de cet aveu, il nous retrace leur vie commune, l'inconsistance de leurs rapports, la vacuité de leurs discours, la différence profonde qui existe entre leurs désirs respectifs. Leur quotidien absurde.

Alors, quelle issue pour



Lambert-Ligure ? La solitude peut-être. Cette mort douce qui permet d'écrire. De conjurer ainsi, non pas la mort de l'autre, mais sa propre mort. Lambert le fait ici avec une qualité d'écriture rare. Presque chorégraphique. Un sacre d'automne où il sait que, demain, les jours seront mauvais, mais qu'aujourd'hui il a encore de belles pages à écrire. Pour notre plaisir de vivants, et d'incorrigibles amoureux du langage.

Claude BROUSSOULOUX

• Coucher de soleil, *par Bernard Lambert. Editions Hallier-Albin Michel, 180 pages.*

Véronique a disparu

La police italienne recherche Véronique — vous savez, cette Française qui accepta de tourner un reportage sur la prostitution, en interprétant « pour de vrai » le rôle de fille de joie.

La censure a interdit que ce document soit diffusé sur les petits écran italiens, la justice menace Véronique et les auteurs du film d'une peine pouvant atteindre cinq ans de prison, pour « *s'être procuré d'une façon indue des informations concernant la vie privée d'autres personnes* ». Et notre jeune compatriote a pris le maquis.

MUSIQUE

Django Reinhardt : l'or par les fenêtres du rêve

IL y a les gens de voyage. Il y a les gens de l'errance, et ceux-là n'ont pas besoin de se déplacer beaucoup car on peut tout aussi bien dériver immobile, à l'intérieur de sa tête, d'un songe à l'autre, d'un fantasme à un sortilège. Je suis un homme libre parce que mes idées sont des oiseaux, et leur ciel est sans limites. C'est ce qu'aurait pu dire Django qui, selon Cocteau, « *jetait son or par les fenêtres* », l'or impalpable de son génie, l'or à deux ronds des rêves éveillés, qui restent aujourd'hui la seule vraie nomaderie humaine.

Fantasque il était, fantasque est sa musique : elle nous donne rendez-vous quelque part, et nous attend ailleurs. Voici pourquoi nous le redécouvrons sans cesse, alors que nous croyions le connaître par cœur. A proprement parler, cette musique *transporte :* elle trouve toujours le moyen de nous mener sur quelque rive où nous n'avions jamais abordé. Et puisque nous sommes-là, il ne nous reste plus qu'à nous inventer un retour.

Django est grand parce qu'il nous oblige à être un peu poète à notre tour. Ou alors c'est que nous n'avons rien compris — et mieux vaut alors passer à autre chose. Cette musique ne se satisfait pas d'être appréciée : elle a besoin, comme toutes les grandes choses de la vie, que nous prenions quelques risques pour elle. Django, dit-on, était joueur comme les cartes. Ses improvisations, souvent, sont un coup de poker ; qui ne relance pas doit se retirer du jeu.

En achetant le coffret *The Genins of Django* (EMI PM 64) qui vient de paraître, vous aurez payé pour voir. Mais il n'y a rien à voir. Seulement à vivre et à mourir. Ecouter, vingt-huit ans après sa mort, doit être encore une aventure.

Réalisé en Angleterre et distribué en France par Pathé Marconi, le coffret en question rassemble 96 pages enregistrées entre mai 1936 et décembre 1940, avec la collaboration de quelques-uns des maîtres du jazz classique (Hawkins, Benny Carter, Dickie Wells, Rex Stewart, Barney Bigard, Bill Coleman, Eddie South et, bien sûr, Stéphane Grappelli).

Les chefs-d'œuvre y sont légion et le repiquage des 78 tours d'origine est exemplaire. Vous ne pouvez rêver meilleure occasion de casser votre tirelire, si par miracle il reste encore quelque chose dedans...

Django Reinhardt est à peine évoqué dans le premier volume de *l'Aventure du jazz,* essai historico-musicologique de James Lincoln Collier, scrupuleusement traduit par Yvonne et Maurice Cullaz et publié chez Albin Michel.

Espérons que cette lacune sera réparée dans le second tome de ce gros et sérieux ouvrage, qui, par la précision de ses analyses, s'adresse surtout au lecteur pourvu de connaissances musicales théoriques, mais où tous ceux qui s'intéressent au jazz trouveront une manne abondante, en même temps qu'une iconographie souvent remarquable (je pense notamment aux photos de W. Gottlieb). Au menu : les racines africaines, le ragtime, le blues, le new-orléans, le style Chicago, les premiers big-bands, l'apport des Blancs, Armstrong, Ellington, Bix, le stride, etc.

Alain GERBER

• The Genius of Django, *Pathé Marconi (EMI PM 64).*
• L'aventure du jazz, *par James Lincoln Collier. Albin Michel.*



Django Reinhardt.

CINEMA

Quand les secrétaires s'en mêlent

«Comment se débarrasser de son patron», de Colin Higgins

QUE la platitude du titre français ne vous trompe pas! *Comment se débarrasser de son patron* appartient à l'espèce trop rare des films d'humour et, qui mieux est, un humour neuf, féminin, contestataire, tirant du comique sa force libératrice.

Qui l'eût cru, les femmes sont drôles. Et pas involontairement comme ces pauvres suffragettes dont les hommes se sont gaussés durant près d'un siècle, mais en toute malice et lucidité. Enfin la bergère répond au berger, le deuxième sexe dit son fait au premier, l'éternel masculin se trouve, à son tour mis en boîte.

Et il en rit! Nous avons vu les spectateurs partager la joie des spectatrices comme s'ils n'avaient aucun rapport avec la cible. Peut-être, dans la salle, quelques patrons se réjouissaient-ils aussi des malheurs que leur *alter ego* subissait sur l'écran.

Car le comble du mâle, c'est le chef. Jane Fonda le sait bien pour avoir fait partie d'associations d'employées de bureau. Leurs confidences et doléances lui paraissant dignes d'être transposées sur l'écran, elle s'est adressée à Colin Higgins, l'auteur de *Harold et Maude* et de *Transamerica Express*, pour tirer une comédie de la triste réalité.

Avec la complicité de Patricia Resnick, coscénariste, il a lancé l'opération défoulement. Trois secrétaires taillables et corvéables à merci vont briser leurs chaînes, renverser la vapeur, assouvir leurs fantasmes. Une bouffée de marijuana suffit à les sortir des rails. Impossible, ensuite, d'y retomber, les idées ont pris corps, le système s'emballe, prisonnier de sa propre logique qui se retourne contre lui.

Voici le monde à l'envers et, merveille, il tient debout. Mieux encore, il s'épanouit, s'humanise, se gonfle de promesses qu'on ne lui soupçonnait pas. Par quel miracle? On vous l'a dit, la recette est simple comme l'Evangile: mettez les derniers, ou plus exactement les dernières, à la place des premiers et vous entendrez chanter les lendemains.

« *Ce n'est pas sérieux!* » protesteront les partisans du maintien de l'ordre, *leur* ordre, évidemment, bien qu'il boîte de plus en plus bas. « *C'est utopique!* » soupireront les pessimistes, incapables de concevoir l'imagination au pouvoir. D'une chiquenaude, Jane Fonda leur inflige un joyeux démenti. Pour produire des films « à son idée », reflétant ses engagements politiques, ses expériences de militante, elle a créé sa compagnie qui a déjà patronné *Retour* et *le Syndrome chinois*. Cette fois, elle nous offre un chef-d'œuvre dans la grande tradition du burlesque américain, mais rajeunie, rafraîchie par la verve contestatrice.

Quelle sténo-dactylo ne se sentirait solidaire de l'une de ces héroïnes, Violet, la maîtresse femme vouée aux tâches subalternes (Lilly Tomlin), Doralee, vamp à son corps défendant (Dolly Parton), ou Judy, la gaffeuse de bonne volonté (Jane Fonda)? Qui ne rêverait de secouer, avec elles, le cocotier hiérarchique pour en faire choir les tyranneaux d'entreprise? De gag en gag, la vérité marque des points. Qui l'aime la suive!

Gabrielle ROLIN



Jane Fonda.

MIME

Vers quel au-delà?

«Tango de la mort, ou Hamlet et Hamlet», par Pinok et Matho

SACRE Hamlet. « *Etre ou ne pas être...* » Laissons tomber la question. Ce n'est pas la réponse qui nous intéresse mais les 24 variations qu'en proposent Pinok et Matho. En silence. Car, précisons-le, Pinok et Matho sont deux femmes, mimes de profession, ex-élèves de Ducroux (le maître de Jean-Louis Barrault, s'il vous plaît !).

A partir d'un mot, d'une phrase du célèbre monologue, les voici qui nous transportent dans un monde de mystère où le fantastique se fond dans la plus savoureuse dérision. Témoin, cette inénarrable parade d'ouverture burlesque qui présente et résume une pièce que l'on ne verra pas. Les pantomimes se succèdent, joyeusement iconoclastes, se riant d'Ophélie, du spectre, du poison. Fausses moustaches et couronnes de carton.

Cependant, peu à peu, au rythme d'une savante progression, le style s'épure. Dès la seconde partie, le sourire et la poésie s'effacent, la tension monte, les thèmes s'unifient. Pouvoir, insolence, oppression. Naissance et mort. Les titres s'enchaînent : Berceuse, Hiroshima, Tango avec le mort, Souvenirs d'enfance... Viennent l'angoisse et la peur, renforcées par les échos de la bande-son, superbe avec ses alternances de musique classique, traditionnelle ou contemporaine, de textes de Shakespeare (bien sûr), de Rimbaud ou de Proudhon *(Etre gouverné)*.



Les mimes Pinok et Matho.

Dans un mouvement d'une rigueur implacable, nous voici prisonniers des magiciennes aux gestes parfaits. Au bout de leur course s'ouvrent toutes grandes les portes de l'au-delà. Abîme et néant, peut-être. Rêve et ravissement, sûrement.

Didier MEREUZE

• *Théâtre de la Plaine. 13, rue du Général-Guillaumat, Paris, à 20 h 30. Tél. : 250.15.65. Jusqu'au 12 avril. Ensuite : Rèze-les-Nantes (le 14 avril), Rennes (les 15 et 16 avril), Lorient (le 17 avril).*

HUMEUR

Champignons de Paris

Des festivals qui ne sont trop souvent que des opérations publicitaires

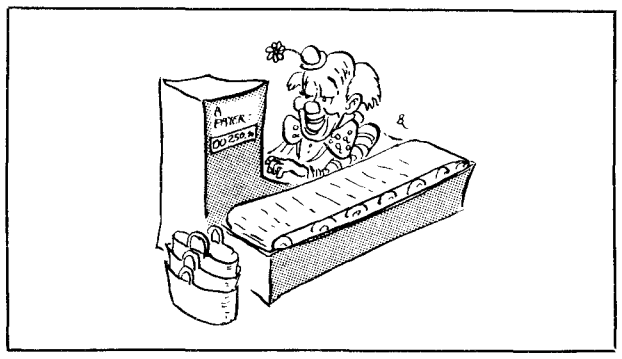
CERTAINS festivals poussent comme des champignons... de Paris tellement prolifères qu'ils essaiment des petits dans la France entière. Ces chérubins au caractère particulier ont pour nom Festival de la magie, du jazz, de la marionnette, du cirque, de la femme, des clowns, des jeux... et éclosent au sein de vastes ensembles commerciaux et administratifs, au soleil des lumières blafardes.

Ne cherchez ici ni subvention nationale ni aide municipale. Les commerçants seraient-ils devenus brusquement des mécènes? Pas besoin de souffleur pour deviner que ces manifestations « culturelles » sont l'alibi, fort astucieux d'ailleurs, d'une promotion des lieux.

Et il faut croire que cela doit rapporter gros (plus que les quinzaines commerciales et autres animations) puisque, un festival du genre coûte déjà, selon les organisateurs, entre 200 000 et 400 000 F. D'après une enquête publiée dans *le Figaro* en 1977, le 1er Festival de la marionnette qui a eu lieu à Lyon, en 1976, pendant une semaine, a augmenté le chiffre global des affaires du centre de 36 %, sur toute la durée du mois. Quant à celui de la magie, dans le complexe Galaxie à Paris, en 1977, un bond de plus de 60 % a été enregistré pour certains commerces.

Cette idée « originale », avouons-le, et fructueuse pour quelques-uns au moins, nous ne la devons pas aux commerçants mais à la société Top Media qui affirme avoir voulu organiser des manifestations culturelles sans trouver ni lieu ni argent. Le hasard aurait bien arrangé les choses... Seulement, l'exception semble s'être transformée en manie qui doit avoir, elle aussi, son prix.

Evidemment, la motivation culturelle est largement avancée. « *On ne se sert pas des arguments commerciaux pour faire venir les artistes, mais des thèmes populaires* », s'évertuent à dire les organisateurs. Ah! ça, il ne fallait pas avoir froid aux yeux pour inventer un festival de la femme...! S'il est vrai que, d'une certaine façon, ces animations servent à faire connaître des spectacles, on ne peut oublier les conditions inadaptées dans lesquelles elles ont lieu : perdues dans les immenses couloirs de ces « temples de la consommation », au milieu des bousculades, des cris et des spectateurs sollicités de tous côtés par les vitrines... Résultat : le spectacle est bafoué, les artistes et les spectateurs brimés.



De quoi vous plaignez-vous? C'est gratuit, vous dira-t-on. Il ne manquerait plus qu'il en soit autrement. Vous voyez ça! Obliger les clients à payer un droit d'entrée, alors qu'ils viennent faire leurs courses... Payer pour avoir le loisir de dépenser son argent!

Et il faudra le tenir bon, votre porte-monnaie! Il se pourrait bien qu'il lui pousse des ailes ce jour-là... quand, lassé de ne recevoir que les éclaboussures d'un semblant de fête, exténué par cette cohue tumultueuse, vous irez flâner vers les magasins, véritables oasis de quiétude brusquement... Et c'est bien là que l'on vous attend et que la fête commence... pour eux.

Mireille DUMAS

Mercredi 1er avril

20 h 00 — Journal.

20 h 30 — A nous de jouer.
D'après une pièce de Félicien Marceau. Réal. André Flédérick. Avec Jean Piat, Judith Magre, Denise Fabre, Corinne Le Poulain, André Valardy et Michel Roux.
Un spectateur a la parole. Misère de misère !

22 h 05 — Musique en fête.
Concert donné par le Nouvel Orchestre symphonique de la Radio-Télévision belge, sous la direction de Laurence Leonard.

23 h 10 — Journal.

20 h 00 — Journal.

20 h 35 — C'est du spectacle.
Emission de Thierry Le Luron. Avec Patrick Juvet, Alain Bashung, Herbert Léonard, Yves Simon, Nicoletta, Pia Colombo, Robert Palmer, Karen Cheryl, Pierre-Jean Vaillard.

22 h 15 — Les jours de notre vie. L'homme et la mer.
Magazine médical de Pierre Desgraupes.

23 h 05 — Journal.

20 h 00 — Les jeux de 20 heures.

20 h 30 — Un paquebot dans la tête.
Téléfilm de Philippe Condroyer. Avec Catherine Frot, Juliette Mills, Michel Lonsdale.
Sur la plage... une villa aux volets bleus.

22 h 00 — Soir 3.

Jeudi 2 avril

12 h 05 — Réponse à tout.

12 h 25 — Une minute pour les femmes.
Savez-vous répondre à une offre d'emploi ?

12 h 30 — Midi-Première.

13 h 00 — Journal.

13 h 35 — Télévision régionale.

13 h 50 — Objectif santé. Le différent.

16 h 30 — Les quatre fantastiques. Dessin animé.
Le monde microscopique du docteur Doom.

16 h 50 — Croque-vacances.

18 h 00 — C'est à vous.

18 h 25 — Un, rue Sésame. Augustine au bois dormant.

18 h 45 — Avis de recherche. Avec Enrico Macias.

19 h 20 — Actualités régionales.

19 h 45 — Les paris de TF1. Avec Jean Le Poulain.

20 h 00 — Journal.

Numéro un : Alice Dona

POUR Alice Dona, c'est la période des anniversaires : 35 ans le 17 février et 17 ans de chanson.

Je la retrouve dans un petit bistrot du Marais. Elle habite en face depuis peu. « *Je vous reçois là,* s'excuse-t-elle, *parce qu'en haut c'est le b..., et puis j'aime les bistrots.* » Elle parle presque sans qu'on l'interroge, en femme décidée qui sait ce qu'elle veut. Elle est très grande, très mince. Elle porte une salopette rose et elle boit du chocolat avec des tartines. Il est 14 heures, mais elle vient juste de se lever.

« *J'ai eu du succès très vite,* dit-elle, *quand j'étais encore toute jeune.* Elle fait allusion à son foudroyant départ d'idole du « yé-yé ». *Après, cela a été plus difficile, quand j'ai voulu composer seulement. Parce que je n'écris pas les paroles des chansons, rien que la musique. Je suis compositeur ; c'est un mot qui n'a pas de féminin. Cela m'agace. Même encore maintenant, il y a des gens qui n'imaginent pas qu'une femme soit capable d'écrire de la musique. Encore, un de ces métiers prétendûment réservés aux hommes ! Au début, pour placer mes mélodies, exactement comme pour vendre des aspirateurs, je faisais du porte-à-porte.* »



Alice Dona, sur TF1, jeudi 2 avril.

Mais elle a avalé des couleuvres, Alice la mince, toujours avec cet esprit de décision qui semble être un des traits marquants de son caractère.

Elle a réussi à mener de front deux carrières. L'une d'interprète — elle préfère le mot chanteuse —, l'autre de compositeur. Elle travaille avec les plus connus, les plus divers aussi : de Carlos à Dalida, de Sylvie Vartan à Serge Reggiani en passant par Mireille Mathieu, et Serge Lama, bien sûr ! « *Avec Serge, nous avons eu un petit froid. Il faut parfois se séparer, pour la vie ou pour un moment.* »

Alice Dona, chanteuse, nous donne ces jours-ci un nouveau disque (Arabella). Dix chansons, parmi lesquelles elle préfère — et nous aussi — *Mon petit cœur* et *la Vieille Fille* (paroles de Claude Lemesles). Pourtant, il n'y a guère de chances de l'entendre sur un podium. « *C'est trop difficile, je laisse cela aux fantaisistes ou aux fous de la scène comme Lama. Moi, je ne peux pas. Comment voulez-vous faire passer une chanson intimiste devant cinq mille personnes ? Je ferai sans doute une virée en province cet été, mais dans des endroits conçus pour le spectacle.* »

Un regret ? la réponse part tout de suite. « *N'avoir pas composé pour Bécaud. C'est le plus grand, mais il fait ses musiques lui-même. Et quelles musiques !* »

Dominique TARAYRE.

TF1 à 20 h 30, jeudi 2 avril : « Numéro un : Alice Dona ».

20 h 30 — Le grand débat. J.-F. Deniau et L. Jospin.
Emission de Jean-Marie Cavada, Patrice Duhamel et Richard Vernay.

21 h 30 — Numéro un. Alice Dona.
De Maritie et Gilbert Carpentier. Réal. Marion Sarrault. Avec Serge Lama, Carlos, Charlebois, Serge Reggiani, Brigitte Fossey et Patrick Dupont.

22 h 40 — Vision. Hans Hartung.
Emission de Jean-Pierre Mirouze.

23 h 10 — Journal.

10 h 30 — Antiope. Les associations du troisième âge.

12 h 05 — Passez donc me voir.

12 h 30 — Vasco. Quatrième épisode.
Vasco va réussir à prouver son innocence grâce à son ami Braga.

12 h 45 — Journal.

13 h 35 — Télévision régionale.

13 h 50 — Face à vous.

14 h 00 — Aujourd'hui madame. Adolescence et sexualité.

15 h 00 — Annie, agent très spécial. Opération Penny.
Série américaine. Avec Stéfanie Powers et Robert Vaughn.

15 h 55 — L'invité du jeudi : Ménie Grégoire.

17 h 20 — Fenêtre sur... La presse française, miroir de notre histoire.
Dernière des sept émissions de Philippe Prince. La presse : un homme, une idée, une équipe (1930-1939).

17 h 50 — Récré A2.
Les paladins de France. Discopuce. Sido et Rémi. La bande à BD.

18 h 30 — C'est la vie.

18 h 50 — Des chiffres et des lettres.

19 h 10 — D'accord, pas d'accord. Les bains moussants.

19 h 20 — Actualités régionales.

19 h 45 — Top-Club.

20 h 00 — Journal.

20 h 35 — Jeudi-Cinéma : De la part des copains.
Film de Terence Young. Avec Charles Bronson, Liv Ullmann, James Mason, Jill Ireland, Jean Topart, Michel Constantin.
La femme et la fille de Joe sont prises en otage par Ross, un gangster, ancien complice de Joe.
Jeux et concours. Avec Mylène Demongeot et Jane Birkin.
Magazine : l'actualité du cinéma.

23 h 40 — Journal.

18 h 30 — Pour la jeunesse.
L'ours Paddington. Un soir au clair de lune.

18 h 55 — Tribune libre.
Parti républicain.

19 h 10 — Soir 3.

19 h 20 — Actualités régionales.

19 h 40 — Télévision régionale.

19 h 55 — Dessin animé. Les misérables.

20 h 00 — Les jeux de 20 heures.

20 h 30 — La bonne soupe.
Film de Robert Thomas (1963), d'après une pièce de Félicien Marceau.
Marie-Paule, une dame mûre, raconte sa vie à M. Oscar, le croupier du casino de Cannes.

22 h 00 — Soir 3.

22 h 20 — Agenda 3.

SELECTION RADIO

Mercredi 1er avril

FRANCE-MUSIQUE

18 h 45 — Lieder Quartet. Massenet : La vision de Loti, « Chanson des bois d'Amaranthe ». Drei Quartette opus 64. Rossini : Le carnaval de Venise ; Quartetto pastorale ; La passegieta.

FRANCE-CULTURE

20 h 00. — La musique et les hommes. Les grotesques de la musique. Emission de Martine Cadieu.
L'aventure extraordinaire du compositeur Julius Benwood.

Jeudi 2 avril

FRANCE-MUSIQUE

9 h 17 — Le matin des musiciens. Gioacchino Rossini. Mose, opéra. Petite messe solennelle pour quatre voix solo, deux quators, deux pianos et un harmonium.

20 h 30 — Orchestre national de France. Concert sous la direction de Neville Marriner. Roussel : Le festin de l'araignée. Milhaud : Le carnaval d'Aix ; Fantaisie pour piano et orchestre. Sibelius : Deuxième symphonie en ré majeur, opus 43.

FRANCE-CULTURE

13 h 30 — Renaissance des orgues de France. Emission de Jacques Merlet. La facture d'orgue en Agenais.

20 h 00 — Le roi Cophetua. Pièce de Julien Gracq. Avec Bruno Devoldère, Danielle Volle, Jean-Pierre Joris.
1917. Un voyageur trouve enfin, dans une forêt humide, la maison qu'il cherchait, une maison mystérieuse appartenant à un compositeur-aviateur.

Combat
SOCIALISTE

A l'issue d'une cérémonie inaugurée à Hollywood par le président Reagan en voix «off»

Super-oscar pour Henry Fonda

IL aura fallu au célèbre acteur américain Henry Fonda attendre l'âge de soixante-seize ans et le tournage de 86 films pour se voir enfin décerner, mardi soir, son premier oscar en quarante-six ans de cinéma. S'il avait déjà été honoré par l'Institut américain du film, le comédien — contrairement à sa propre fille Jane Fonda, deux fois récompensée, en 1970 et en 1978 — n'avait en effet jamais reçu jusque-là le plus envié des prix d'interprétation du monde. Il en a été dédommagé par l'octroi, sans précédent, d'une statuette en or, spécialement confectionnée pour couronner l'ensemble de sa carrière.

Cette distinction exceptionnelle se justifiait par le thème choisi cette année pour la 53e édition de la cérémonie : « Les films sont éternels ». Consacrée à une rétrospective d'un demi-siècle de cinéma mondial, la manifestation devait être ouverte, pour la deuxième fois de son histoire, par une allocution personnellement prononcée par un président des Etats-Unis, cette fois l'ancien acteur Ronald Reagan. Celui-ci a tenu à respecter l'engagement qu'il avait pris, en faisant diffuser, dans la salle du Dorothy Chandler Pavilion de Los Angeles, le message enregistré peu auparavant depuis le lit d'hôpital où il reste immobilisé à la suite de l'attentat qui a retardé de vingt-quatre heures la réunion de l'Académie des arts et des sciences cinématographiques en présence du Tout-Hollywood. Un autre comédien a été honoré à cette occasion, puisque c'est le premier film réalisé par l'acteur Robert Redford, *Ordinary People* (Des gens comme les autres), qui a reçu pour sa qualité générale et sa mise en scène les deux oscars du meilleur film de l'année.

Les prix habituels des meilleures interprétations ont été accordés à la comédienne Sissy Spacek (Nashville Lady, dans *Coal Miner's Daughter*) et Robert de Niro (Jack La Motta dans *Ragging Bull*).

Tess, le dernier film de Roman Polanski, produit en France par Claude Berri, a bénéficié pour sa part de deux oscars : l'un pour les décors de Pierre Guffroy et Jack Stevens ; l'autre pour les costumes d'Anthony Powell.



Robert Redford remet son oscar à Henry Fonda. (Photo AP)

Un autre prix exceptionnel est venu récompenser les effets spéciaux de *L'empire contre-attaque*, la suite de *la Guerre des étoiles*. Mais la surprise de la soirée a été apportée par l'oscar du meilleur film étranger, décerné à l'Union soviétique pour *Moscou ne croit pas aux larmes*.

«On va crever des youtres»

Le procureur réclame 4 ans de prison pour l'auteur présumé d'une agression raciste

UN jeune activiste d'extrême droite, Nicolas Gillet, accusé d'avoir frappé à coups de manche de pioche et de barres de fer un automobiliste israélite, est passé en correctionnelle le 31 mars. Le procureur a requis une peine de prison de trois à quatre ans, mais le jugement a été mis en délibéré jusqu'au 7 avril.

Nicolas Gillet, dix-neuf ans, ne cache pas son appartenance aux organisations d'extrême droite — il avait même été interpellé dans le cadre de l'attentat de la rue Copernic. Mais il nie avoir participé, devant la faculté de droit de la rue d'Assas à Paris, à l'attaque de la voiture de Paul Blanzy, en décembre dernier. Celui-ci l'a pourtant formellement reconnu au milieu de 76 photos. Gillet et ses camarades, qu'il n'a pas voulu nommer, criaient : « *On a trouvé des youtres, on va les crever.* » Paul Blanzy était accompagné de quatre jeunes gens coiffés d'une kippa, la calotte de prière juive.

Au nom de la victime, Mes Muriel Laroque et Charles Libman ont demandé que les agressions racistes ne soient pas prises à la légère, alors que Me Tixier-Vignancour a plaidé l'innocence de Nicolas Gillet.

BREF

Atlanta : 21e victime

Le corps d'un jeune garçon noir a été retrouvé mardi dans la rivière Chattahoochee, à trois kilomètres à peine de l'endroit où la vingt et unième victime de la série de meurtres d'enfants noirs qui frappe la ville d'Atlanta avait été repêché lundi.

La force spéciale de police qui enquête sur cette affaire a été appelée sur les lieux dès que le corps a été aperçu, accroché aux racines d'un arbre.

Selon la police, il était immergé depuis plusieurs jours.

Père indigne condamné

Un restaurateur de Mulhouse (Haut-Rhin) a été condamné mardi à quatre mois de prison ferme par le tribunal de cette ville pour avoir « corrigé » sa fille de onze ans en lui électrocutant les mains.

M. Ben Said Fouachla, trente-cinq ans, qui jugeait sa fille turbulente et même chapardeuse, avait, en décembre dernier, entouré les doigts de l'enfant avec des fils électriques dénudés qu'il avait branchés sur le secteur à 220 volts.

L'institutrice de la fillette s'était aperçue qu'elle portait des traces de brûlures et avait donné l'alerte. Le restaurateur avait effectué un mois de sa peine en détention préventive avant d'être libéré sous condition le 15 janvier dernier.

• **La Fédération de l'éducation nationale** (FEN) a présenté mardi la nouvelle édition de son projet éducatif, que son secrétaire général André Henry a qualifié « *d'acte politique qui dote la FEN d'un projet global d'éducation porteur de réformes structurelles* ». Nous examinerons ce document dans notre prochaine page éducation.

Pour «Combat socialiste» la campagne du bond en avant

COMBAT SOCIALISTE a besoin impérativement de plusieurs milliers de nouveaux abonnés dans les toutes prochaines semaines. Ces nouveaux abonnés, c'est vous qui pouvez nous aider à les trouver *(voir* Combat socialiste *daté du 31 mars 1981).*

Vous connaissez, autour de vous, des parents, des amis, des collègues de travail qui sont intéressés par le combat des socialistes et par la campagne de François Mitterrand. Ils peuvent devenir des lecteurs réguliers de *Combat socialiste* **si nous leur donnons l'occasion de mieux connaître notre journal.**

Vous connaissez aussi des personnes qui sont encore hésitantes sur leur choix du 26 avril ; la lecture quotidienne de *Combat socialiste* **les aidera à mieux connaître les propositions de François Mitterrand.**

Plongez dans votre carnet d'adresses et aidez-nous financièrement dans la campagne du bond en avant pour *Combat socialiste*. **Envoyez-nous les nom et adresse de ces futurs lecteurs, en joignant 50 F par adresse indiquée. Nous leur expédierons notre quotidien pendant six semaines (30 numéros). Merci.**

Découpez ou recopiez ce bulletin

UNE NOUVELLE ETAPE POUR *COMBAT SOCIALISTE*

Je vous demande d'abonner à *Combat socialiste*, pour 30 numéros, les personnes suivantes :

M., Mme ou Mlle .....

Adresse précise : .....

Code postal : ..... Bureau distributeur : .....

M., Mme ou Mlle .....

Adresse précise : .....

Code postal : ..... Bureau distributeur : .....

M., Mme ou Mlle .....

Adresse précise : .....

Code postal : ..... Bureau distributeur : .....

M., Mme ou Mlle .....

Adresse précise : .....

Code postal : ..... Bureau distributeur : .....

Je vous joins la somme de ..... francs (50 F par adresse), par chèque bancaire ou virement postal (trois volets), à l'ordre de *Combat socialiste*.

ADRESSEZ CE BULLETIN ACCOMPAGNÉ DU RÈGLEMENT A *COMBAT SOCIALISTE* PROMOTION, 7 *bis*, PLACE DU PALAIS-BOURBON, 75007 PARIS.

Pour mes idées, pour que la presse socialiste vive

JE M'ABONNE A *COMBAT SOCIALISTE*

☐ Abonnement de soutien : 1 000 F
☐ Un an : 550 F
☐ 6 mois : 300 F
☐ Par trimestre : payez 150 F tout de suite
☐ Prélèvement automatique (un formulaire vous sera expédié par retour). Pour un an : 150 F par trimestre.

ABONNEMENT COUPLÉ :
« *COMBAT SOCIALISTE* », 5 jours
« *L'UNITÉ* », hebdomadaire, le 6e jour

☐ Un an : 650 F
☐ 6 mois : 360 F

RÉDIGEZ VOTRE CHÈQUE
à l'ordre de « Trésorerie PS - Compte presse »
10, rue de Solférino, 75333 Paris Cedex 07

Nom ..... Prénom .....
Adresse .....